

sont pour l'essentiel du ressort des cantons. Plusieurs cantons ont mis sur pied des services spécialisés de prévention contre la violence sexuelle. Il existe aussi des modules de formation continue sur le thème des abus sexuels, des guides de dépistage de la maltraitance des enfants. Il faut aussi rappeler ici que la question des abus sexuels est également abordée à l'école dans le cadre des cours d'éducation sexuelle.

A côté du travail accompli par les cantons, que nous suivons avec beaucoup d'intérêt, il y a également le travail accompli par les organisations non gouvernementales qui organisent des campagnes de prévention; certaines sont d'ailleurs soutenues par la Confédération. Enfin, de son côté, la Confédération a aussi mis en place des programmes nationaux de prévention. Le programme «Jeunes et médias» que vous avez mentionné va vraiment dans la bonne direction. Il vise à sensibiliser les parents, les enseignants et les professionnels du domaine à la question des abus sexuels dans le contexte des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Nous estimons donc qu'il y a déjà avec ces différents éléments – le travail réalisé par les cantons que nous suivons avec intérêt et que nous soutenons, les programmes nationaux, le travail d'organisations privées – beaucoup de choses qui sont mises en oeuvre. La question qui se pose est celle de savoir s'il faut mettre en oeuvre maintenant des éléments complémentaires.

J'aimerais vous rappeler que nous avons, depuis moins d'une année, la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse qui est en vigueur. Il y a eu passablement de changements ces dernières années; beaucoup de choses ont été faites qui commencent à porter leurs fruits – il faut le reconnaître. Le Conseil fédéral n'est pas fermé à une poursuite de la réflexion à ce sujet. Au contraire, nous voyons bien que le monde qui nous entoure évolue et que nous devons aussi suivre ce qui se passe dans ce cadre-là, je pense notamment aux nouvelles technologies, mais pas uniquement. Vous mentionnez aussi les réflexions que portent la campagne du Conseil de l'Europe «Un sur cinq». Donc nous ne sommes pas fermés à la poursuite de la réflexion, mais nous n'avons pas l'intention, pour l'instant, de lancer une campagne nationale complémentaire. Nous sommes d'avis qu'il est préférable maintenant de laisser ce qui existe se développer, de voir ensuite où des manques pourraient être constatés et, si nécessaire, d'agir de manière subsidiaire.

Dans les prochaines années nous allons aussi faire une analyse de l'ensemble de la situation, notamment suite à l'entrée en vigueur de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse. C'est un sujet sur lequel le débat n'est pas clos; par contre, nous n'avons pas prévu maintenant, comme vous le souhaiteriez, de lancer une campagne complémentaire.

12.098

Gegen Masseneinwanderung.

Volksinitiative

Contre l'immigration de masse.

Initiative populaire

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 07.12.12 (BBI 2013 291)

Message du Conseil fédéral 07.12.12 (FF 2013 279)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 27.09.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2013 7351)

Texte de l'acte législatif (FF 2013 6575)

Cramer Robert (G, GE), pour la commission: En date du 14 février 2012, une initiative populaire intitulée «contre l'immigration de masse» a été déposée à la Chancellerie fédérale. Le 19 mars 2012, la Chancellerie fédérale a constaté que l'initiative avait abouti avec 135 557 signatures valables. Le texte de l'initiative figure dans le message du Conseil fédéral et dans le dépliant que vous avez sous les yeux.

En substance, les initiateurs proposent de compléter la Constitution fédérale par un article 121a nouveau relatif à la gestion de l'immigration. Il s'agit de limiter le nombre d'autorisations délivrées pour le séjour des étrangers par un système de contingents annuels. Des plafonds et des contingents annuels pour les étrangers exerçant une activité lucrative devraient donc être fixés, et ceci en fonction des besoins de l'économie.

A titre de disposition transitoire, l'initiative prévoit que les traités internationaux contraires à l'article 121a doivent être renégociés et adaptés dans un délai de trois ans à compter de l'acceptation de l'initiative. Par ailleurs, une seconde disposition transitoire prévoit que si les lois d'application afférentes ne sont pas entrées en vigueur dans les trois ans à compter de l'acceptation de l'initiative, le Conseil fédéral édicte provisoirement les dispositions d'application nécessaires par voie d'ordonnance.

Dans son message du 7 décembre 2012, le Conseil fédéral indique que, concernant la forme, l'initiative respecte les exigences de validité prévues à l'article 139 alinéa 3 de la Constitution fédérale. Cette initiative obéit au principe de l'unité de la forme et de la matière et elle peut aussi être interprétée conformément aux règles impératives du droit international. Sur ce dernier point, le message du Conseil fédéral relève que la seule question qui pose problème est la conformité de l'initiative avec le principe de non-refoulement. Il indique cependant que l'initiative permet une certaine marge de manœuvre, les plafonds fixés par l'initiative pouvant être modifiés à brève échéance en cas de hausse rapide du nombre de demandes d'asile. L'initiative peut donc être considérée comme étant recevable, sa mise en oeuvre en cas d'acceptation impliquant toutefois que la législation d'application garantisse le respect absolu de la validité du principe du non-refoulement.

En ce qui concerne le fond de l'initiative, le Conseil fédéral propose qu'elle soit soumise au peuple et aux cantons en recommandant le rejet. Le Conseil fédéral relève pour l'essentiel que cette initiative est incompatible avec l'accord sur la libre circulation des personnes qui a été conclu entre la Suisse et l'Union européenne et la convention correspondante de l'Association européenne de libre-échange. C'est dire que l'acceptation de l'initiative remettrait en question les relations bilatérales mises en place avec les pays qui sont nos partenaires en Europe et serait préjudiciable à l'économie suisse. A cela s'ajoute le fait que l'initiative entraînerait une charge administrative supplémentaire.

L'initiative a été traitée par le Conseil national. Lors de ses séances des 2 et 3 mai 2013 – les débats en commission ont été longs –, la Commission des institutions politiques du Conseil national a examiné extrêmement attentivement le texte de l'initiative. Elle a également procédé à de nombreuses auditions, notamment celle des initiateurs, de représentants de plusieurs associations économiques et d'un membre de la Commission fédérale pour les questions de migration. Les représentants entendus étaient ceux de l'Union patronale suisse, de l'Union suisse des arts et métiers, de l'Union syndicale suisse, de Travail Suisse et de l'Union suisse des paysans.

Toutes les organisations dont les représentants ont été entendus ont recommandé le rejet de l'initiative en se ralliant pour l'essentiel à l'argumentation développée par le Conseil fédéral. Par 18 voix contre 7, la commission du Conseil national a recommandé à son conseil de rejeter l'initiative. Lors de sa séance du 20 juin 2013, après une journée entière de débats, le Conseil national a décidé de suivre sa commission et de recommander le rejet de l'initiative. Cette décision a été acquise par 128 voix contre 49 et 2 abstentions.

Pour sa part, votre commission, qui a examiné l'initiative lors de sa séance du 2 septembre 2013, a également procédé à une audition des initiateurs de façon à leur permettre d'avoir un échange avec une représentation du Conseil des Etats. L'Office fédéral des assurances sociales, ainsi qu'un représentant du Conseil fédéral, en l'occurrence Madame la conseillère fédérale Sommaruga, ont aussi participé aux travaux de notre commission.

Lors de leur audition, les initiateurs ont insisté sur le fait que le système qu'ils préconisent n'est pas nouveau. Notre pays a en effet très longtemps connu un système de contingents qui prévoyait que les autorisations de séjour et de travail étaient accordées en fonction des besoins de l'économie. Ce système a été remplacé progressivement dès le début des années 1990 par le système que nous connaissons actuellement et qui est le système dit dual. Dans ce nouveau système, les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et ceux des Etats membres de l'AELE bénéficient des accords sur la libre circulation. Pour les ressortissants des autres Etats, des restrictions existent; ces restrictions pouvant être particulièrement importantes, notamment s'agissant des travailleurs sans qualification professionnelle. Les initiateurs considèrent que le système dual a abouti à un afflux de population dans notre pays avec des effets dommageables, particulièrement en matière d'intégration, d'infrastructures, de logement.

Les initiateurs, par ailleurs, ne contestent pas le fait que le système de contingents qu'ils préconisent implique de nouvelles tâches administratives et qu'il n'est pas conforme aux accords sur la libre circulation des personnes. L'initiative prévoit du reste dans des dispositions transitoires que les traités internationaux contraires au texte de l'initiative devront être renégociés et adaptés dans un délai de trois ans à compter de l'adoption de l'initiative. Les initiateurs considèrent cependant qu'il ne faut pas surestimer les inconvénients administratifs qui pourraient découler de l'adoption de l'initiative. Ils sont également convaincus que la Suisse trouvera de la compréhension auprès de ses partenaires européens et qu'elle pourra donc aisément renégocier les accords qui la lient.

L'argumentation des initiateurs est contestable et contestée sur plusieurs points. Tout d'abord – et ce point est important –, les chiffres montrent qu'il est inexact d'établir un lien mécanique entre les accords sur la libre circulation des personnes et l'augmentation de la population étrangère. Le système de contingents n'a pas empêché la Suisse de connaître, dans les années 1960 et 1970, une augmentation extrêmement importante de la population étrangère. Les étrangers représentaient environ 10 pour cent de la population de notre pays en 1960 et 16,8 pour cent en 1974, c'est une augmentation considérable. Ceci dit, si on se projette cinq ans plus tard, c'est-à-dire en 1979, le pourcentage que représente la population étrangère dans notre pays était retombé, toujours avec le système de contingents, à 14,1 pour

cent. Mais il faut dire aussi que, dans l'intervalle, une crise économique avait frappé notre pays. Avec le retour d'une haute conjoncture, la part de la population étrangère a augmenté dans les années 1980 pour atteindre, en 1990, 18,1 pour cent.

Les chiffres que je viens de citer sont tous antérieurs à l'introduction du système dual et ils montrent donc que ce n'est pas un système de contingents qui va maîtriser, pour reprendre le titre de l'initiative, l'immigration de masse. En réalité, la variation de la population étrangère dans notre pays est exclusivement à mettre en rapport avec la santé économique que nous connaissons.

Il est également contestable que la dégradation de la situation que l'on peut constater ces dernières années en matière d'aménagement du territoire, de logement et d'infrastructures puisse être attribuée ou en tout cas puisse être exclusivement attribuée à une augmentation de la population. Des changements dans les habitudes de vie jouent ici un rôle considérable. En 30 ans, la surface de logement a passé de 34 mètres carrés par personne à 50 mètres carrés. Dans le même temps, l'encouragement à l'accès à la propriété privée a incité de nombreuses personnes à devenir propriétaires, souvent loin de leur lieu de travail, et à exiger ainsi de nouvelles infrastructures. Il faut relever ici, s'agissant de ce phénomène, qu'il concerne pour l'essentiel les citoyens suisses. Les ménages étrangers ne représentent qu'un peu plus de 6 pour cent de l'ensemble des propriétaires fonciers. C'est donc dire que s'il y a un bouchon sur l'autoroute, le plus souvent c'est parce que ce sont des automobilistes suisses qui sont au volant et qui se déplacent de l'endroit où ils habitent à l'endroit où ils travaillent.

C'est donc dire aussi que les réponses à ces phénomènes ne passent pas tant par ce que proposent les initiateurs, mais plutôt par des mesures nécessaires en matière d'aménagement du territoire et de développement des infrastructures. Vous le savez, le Parlement fédéral n'est pas resté inactif dans ces domaines. Notamment depuis le début de la législature, nous avons légiféré à plusieurs reprises s'agissant d'aménagement du territoire et de développement des infrastructures. Il faut maintenant attendre que ces nouvelles législations puissent produire leurs effets.

Enfin, s'agissant de la politique d'intégration, le représentant de la Commission fédérale pour les questions de migration a très clairement indiqué lors de son audition par la Commission des institutions politiques du Conseil national que le système de contingents crée par nature des statuts précaires qui représentent un frein à l'intégration. Une personne au bénéfice d'une autorisation de travail à l'année n'a aucune motivation à s'intégrer, faute de perspectives à long terme.

Par ailleurs, les inconvénients majeurs du système préconisé par l'initiative populaire ne peuvent être minimisés. Le débat les mettra certainement encore en évidence, mais je me dois tout d'abord de relever que l'inconvénient le plus évident est que l'initiative empêche l'économie de disposer des travailleurs dont elle a besoin.

Pour les organisations patronales, un retour au système des années 1970 serait extrêmement pénalisant pour l'économie. Comme le relève la Commission fédérale des migrations, les contingents sont totalement inadaptés au marché. Ils sont rigides et s'avèrent ainsi soit trop élevés, soit pas assez élevés. Le système des contingents peut même produire cet effet paradoxal de créer une pression sur les travailleurs suisses lorsque les contingents sont trop généreux. Lors des auditions, et toujours par rapport au système des contingents, le représentant de l'Union suisse des paysans a évoqué les craintes de son organisation à propos du fait que l'agriculture soit pénalisée s'agissant de l'attribution des contingents.

A cela s'ajoute que les milieux économiques considèrent qu'il est illusoire d'espérer pouvoir renégocier l'accord sur la libre circulation. Placé devant cette impossibilité de le renégocier, cela impliquerait donc sa dénonciation dans un délai de trois ans, comme le prévoit la disposition transitoire de l'initiative populaire. Une telle dénonciation de l'accord sur la



libre circulation ouvrirait la voie à une dénonciation de tous les accords des Bilatérales I en raison de la clause guillotine qui est bien connue. Une telle perspective, inutile de le dire, serait extrêmement dommageable pour notre économie. Elle serait aussi bien dommageable du reste pour les travailleurs, comme l'ont relevé les délégués des organisations qui les représentent et qui ont été entendus, que pour les employeurs. Ainsi, toutes les organisations consultées considèrent qu'il serait totalement déraisonnable de remettre en cause les accords économiques que nous avons conclus avec nos partenaires de l'Union européenne et de l'AELE. Enfin, les milieux économiques relèvent que le système des contingents implique de grandes lourdeurs bureaucratiques, comme la Suisse a pu en faire l'expérience. Fixer des contingents qui seront toujours inadaptés exigerait un travail supplémentaire considérable pour l'administration fédérale. Le message du Conseil fédéral relève qu'aujourd'hui, les administrations cantonales et fédérales doivent statuer sur 13 000 dossiers en provenance de pays pour lesquels il n'y a pas d'accord sur la libre circulation. Si l'accord sur la libre circulation devait être dénoncé, il faudrait ajouter à ces 13 000 dossiers environ 200 000 dossiers par an, c'est-à-dire près de vingt fois plus. Par ailleurs, et on en a eu l'expérience à l'époque des contingents, une bonne partie du travail administratif devrait être assurée par les entreprises de notre pays, ce qui serait extrêmement nuisible à leur compétitivité.

Voilà les raisons pour lesquelles l'Union patronale suisse, l'Union suisse des arts et métiers, l'Union syndicale suisse, Travail suisse, l'Union suisse des paysans et la Commission fédérale pour les questions de migration recommandent le rejet de l'initiative.

Votre commission, après avoir estimé que l'initiative était recevable, vous propose aussi de recommander au peuple et aux cantons de la rejeter. Elle se rallie ainsi aux décisions extrêmement claires qui ont été prises par notre commission soeur et le Conseil national, et elle se rallie également à la position du Conseil fédéral, et ceci par un vote extrêmement clair de 9 voix contre 2 et aucune abstention.

Schwaller Urs (CE, FR): Die Schweiz gehört im wirtschaftlichen Bereich zu den weltweit wettbewerbsfähigsten Staaten. In Sachen Innovation, Patente, Produktivität und Schaffung von Arbeitsplätzen gehört unser Land zur Spitzengruppe. Die jungen Leute haben dank des guten dualen Ausbildungssystems eine Zukunftsperspektive, und die Jugendarbeitslosigkeit ist denn auch erfreulich tief. Richten Sie Ihren Blick nur etwas gegen Süden oder Westen – oder auch gegen Osten, hat doch Kroatien eine Jugendarbeitslosigkeit von über 50 Prozent. Nach meiner Einschätzung ist diese Situation in der Schweiz vor allem auch die Konsequenz eines liberalen und flexiblen Arbeitsmarktes.

Die Wirtschaft holt sich die Leute dorthin, wo sie sie braucht und wo sie sie einsetzen kann. Im Gesundheitsbereich haben wir nach meinen Zahlen rund 130 000 ausländische Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, welche die Besetzung von bis zu einem Drittel der Arbeitsplätze garantieren. Im Baugewerbe sind es über 100 000 Personen, in der Landwirtschaft 13 000 Personen, in der Reinigungsbranche 60 000 Personen und in Forschung und Entwicklung 20 000 Personen. Vergessen wir auch nicht, dass im Gastgewerbe, im Tourismus fast die Hälfte der Stellen eben nur dank der Zuwanderung und dank ausländischer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer besetzt werden kann. In der Zeit von 2002 bis 2012 wurden über 565 000 neue Erwerbstätige gebraucht und sicher auch entsprechende Stellen geschaffen, die fast zur Hälfte nur dank der Möglichkeit, auch im Ausland zu rekrutieren, besetzt werden konnten. Wir wissen auch, dass in zehn Jahren wahrscheinlich 10 bis 15 Prozent oder sogar 15 bis 20 Prozent der Lehrstellen nicht mehr mit eigenen jungen Leuten besetzt werden können und auch der Bedarf in der Alterspflege noch stärker ansteigen wird.

Bei dieser Sachlage steht die Masseneinwanderungs-Initiative völlig quer in der Landschaft. Die Rückkehr zur Planwirtschaft der Kontingente löst keines der bestehenden Pro-

bleme der Zuwanderung, sondern schafft nur neue Bürokratie und neue Auflagen.

Die Initiative verlangt die Festsetzung von jährlichen Höchstzahlen für alle Bewilligungen des Ausländer- und Asylrechts. Bis heute – auch in der Zeit der Saisonkontingente, wie wir sie früher gekannt haben – war aber stets nur die Zulassung von Arbeitskräften zahlenmäßig beschränkt. Das Kontingentsystem, wie es die Initianten verlangen, würde meines Erachtens zu unlösbaren Konflikten zwischen wirtschaftlichen und asylrechtlichen Anliegen und schlussendlich auch Anliegen des Familiennachzugs führen. Hier sind gerade auch die – es sind, glaube ich, 8000 pro Jahr – ausländischen Ehepartner von Schweizerinnen und Schweizern zu erwähnen, die in die Schweiz einreisen. Ich bin im Übrigen immer wieder überrascht, wie sich gerade Politiker, die in binationalen Ehen leben, und solche, die eingebürgert worden sind, gegen die ausländische Zuwanderung ins Zeug legen.

Ich habe die Initianten in der Kommission gefragt, von welcher Zahl an jährlichen Einreisebewilligungen sie denn ausgehen würden. Die Antwort wurde nur zögerlich gegeben; schlussendlich sagte man, dass das mit den interessierten Kreisen der Wirtschaft auszuhandeln sei. Schliesslich hörte man, man könne allenfalls von einer Zahl von 30 000 Personen ausgehen; das entspricht eigentlich jener Zahl von AHV-Renten, welche pro Jahr im Inland mehr ausbezahlt werden, abzüglich der Austritte. Diese Zahl von 30 000 Personen gilt es mit der Zahl der jährlichen Nettozuwanderung der letzten Jahre, die 60 000 bis 70 000 Personen umfasste, zu vergleichen. Diese Zahl der Nettozuwanderung soll also auf mindestens die Hälfte oder sogar auf einen Drittel heruntergefahren werden. Ich überlasse es Ihnen, die Antwort zu geben, welche Wirtschaftsbereiche, welche Berufe, welche Kantone hiervon betroffen wären und die Rechnung zu begleichen hätten.

Die Personenfreizügigkeit in der heutigen Ausgestaltung schafft auch Probleme – das ist nicht klein zu reden. Das weiss ich, nicht zuletzt aus Erfahrungen aus meinem beruflichen und privaten Umfeld. Diese Probleme sind aber in jenen Bereichen zu lösen, in welchen sie sich stellen. Im Infrastrukturbereich haben wir zum Beispiel gerade mit den Fabi-Beschlüssen wichtige Schritte gemacht, um Infrastrukturprobleme zu lösen. Beim Lohndumping oder bei der Scheinselbstständigkeit, aber auch bei der Schwarzarbeit, wie es sie gibt, sind die Kontrollen wahrscheinlich zu verstärken. Die Schuldigen sind auch härter anzupacken; dort ist anzusetzen. Gefordert sind gerade auch die Arbeitgeber – das ist eine weitere Bemerkung, die ich machen will –, welche es in der Hand haben, den Bewerbungen der inländischen Arbeitskräfte, gerade auch jenen der älteren Arbeitsuchenden und der Frauen, besondere Beachtung zu schenken sowie die Aus- und Weiterbildung der inländischen Fachkräfte in jeder Beziehung zu unterstützen.

So oder so: Die Initiative ist für mich der falsche Weg. Sie löst keine Probleme, sie bewirtschaftet die Probleme bloss. Schliesslich und endlich ist auch zu sagen – man hört das vielleicht zu wenig oft –, dass die Personenfreizügigkeit, der bilaterale Weg, gerade auch den jungen Schweizerinnen und Schweizern Chancen und Möglichkeiten im europäischen Arbeitsmarkt schafft. Anders gesagt: Die Personenfreizügigkeit ist keine Einbahnstrasse. Die Initiative aber ist eine Sackgasse. Ich ersuche Sie, sie zur Ablehnung zu empfehlen.

Minder Thomas (V, SH): Die starke, unkontrollierte EU-Zuwanderung und die hohe Anzahl Ausländer in unserem Land beschäftigen die Bürger zu Recht seit vielen Jahren. Die 18-Prozent-Initiative, die Volksinitiativen «gegen Asylrechtsmissbrauch», «für demokratische Einbürgerungen», «für die Ausschaffung krimineller Ausländer», «für eine Stabilisierung der Gesamtbevölkerung» und «gegen Masseneinwanderung», die Volksinitiativen «Begrenzung der Einwanderung aus Nicht-EU-Staaten» und «Stopp der Überbevölkerung – zur Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen» – nicht weniger als zehn Volksinitiativen wurden in den letzten

Jahren lanciert. Sie sind Indiz genug dafür, dass die Bürger dieser Entwicklung mit grosser Skepsis begegnen.

In den letzten fünfzig Jahren hat sich die Bevölkerung der Schweiz von 4 auf 8 Millionen verdoppelt – der Verkehr hat sich sogar in nur zwanzig Jahren verdoppelt –, hinzu kommen 90 000 Papierlose und täglich 252 000 Grenzgänger. Die Wohnbevölkerung hat letztes Jahr um 82 300 Personen zugenommen, in 64 800 Fällen davon durch Zuwanderung; das ist 1,03 Prozent mehr. Nebst Australien, Kanada und Neuseeland sind wir eines der attraktivsten Einwanderungs länder der Welt, sicher das attraktivste in Europa.

Die Siedlungsdichte, wir haben es gehört, ist mit 190 Einwohnern auf einen Quadratkilometer extrem hoch. Mittlerweile beträgt die Wohnfläche 47 Quadratmeter und die Siedlungsfläche – dies ist noch viel bedeutender – 400 Quadratmeter pro Kopf. Jede Sekunde wird ein Quadratmeter zubetoniert. Das sollte vor allem auch den ökologisch agierenden Politikern zu denken geben. Die Zersiedelung nimmt in einem beängstigenden Tempo zu. Dörfer wachsen zusammen, verlieren ihre Identität und werden schlussendlich mit der Nachbargemeinde fusioniert. Der Föderalismus erodiert. In gewissen Gebieten steigen die Immobilienpreise, so in Zürich und im Gebiet am Genfersee. Bürger werden gezwungen, günstige Wohnungen zu suchen und noch weiter zu pendeln. Damit verbunden ist, dass ein Mangel an Schulzimmern die Gemeinden plagt. Bis ins Jahr 2021 rechnet man mit 60 000 Schülern mehr. Die starke Zuwanderung verursacht einen hohen Pendlerverkehr und belastet die schon jetzt aus allen Nähten platzende Verkehrsinfrastruktur.

Wenn fast einer von zwei Arbeitslosen ein Ausländer ist, so ist das ein gewaltiges Alarmzeichen dafür, dass an der Personenfreizügigkeit etwas nicht stimmt. Berücksichtigt man, dass gesamtschweizerisch 23 Prozent der Bevölkerung Ausländer sind, so ist der Anteil der Ausländer an den Arbeitslosen von 47 Prozent noch dramatischer. Mit anderen Worten: Die Gruppe, die einen Viertel der Bevölkerung ausmacht, ist für die Hälfte der Arbeitslosen verantwortlich. Immer wieder wird behauptet, es kämen nur qualifizierte Ausländer in die Schweiz – warum werden diese denn arbeitslos? Frau Bundesrätin, da hätte ich gerne eine Antwort.

Es ist aber noch dramatischer, wenn man berücksichtigt, dass heute dreimal mehr Ausländer in der Sozialhilfe landen als Schweizer. Die Sozialhilfequote beträgt bei den Schweizern 2,2 Prozent, bei den Ausländern 6,6 Prozent; bei den Angehörigen von Drittstaaten, inklusive der Asylsuchenden, sind wir gar bei 11 Prozent. Etwa 60 Prozent der Sozialhilfe bezüger haben einen Migrationshintergrund.

Alarmierend sind diese Zahlen, wenn man berücksichtigt, dass sie in einer Schönwetterphase zustande gekommen sind. Leider machen sich zu wenige Personen nachhaltige Gedanken über die Auswirkungen des Freizügigkeitsabkommens während einer längeren konjunkturellen Baisse. Viele sprechen immer nur vom Erfolgsmodell der Personenfreizügigkeit. Liest man die bundesrätlichen Berichte und auch die Botschaft, so glänzen diese Seiten. Die Broschüre von Economiesuisse «Darum braucht die Schweiz die Zuwanderung», Sie kennen sie auch, blendet einen sogar vor lauter Positivem.

In der Botschaft findet sich kaum ein Wort zu den Auswirkungen auf die Sozialwerke; das stört mich am meisten. Im einzigen Satz dazu auf Seite 309 steht: «Die Auswirkungen des Freizügigkeitsabkommens auf die Sozialwerke werden derzeit untersucht.» Frau Bundesrätin, das ist schlicht und einfach nicht seriös. Seit nunmehr zehn Jahren haben wir die Personenfreizügigkeit; da kennen wir doch die Auswirkungen auf die Sozialwerke, insbesondere auf die Arbeitslosenversicherung und die Sozialhilfe. Auf Seite 322 heisst es, es habe «gravierende Konsequenzen für die Schweizer Wirtschaft», falls die Volksinitiative angenommen werde; der Bundesrat hat also auch hier einmal mehr hellseherische Fähigkeiten. Er verschweigt jedoch die Auswirkungen auf die Sozialwerke; diese «facts and figures» verschweigt er uns. Nichts anderes wird wohl im Abstimmungsbüchlein stehen. Auch da wird man dem Bürger in erster Linie die «gravieren-

den Konsequenzen» dieser Initiative auflisten. Das Volk hat glücklicherweise ein gutes Gespür, wann es an der Urne ein Ja einlegen muss. Wenn man von «gravierenden Konsequenzen» bei Annahme dieser Volksinitiative spricht, dann ist das eine Drohung. Drohen war in der Politik aber bekanntlich noch nie ein guter Ratgeber.

Bei den Konsequenzen der Masseneinwanderung für die Kriminalität dürfen wir das Wort «gravierend» hingegen stehenlassen. Leider ist es eine Tatsache, dass die Kriminalität seit der Einführung der Personenfreizügigkeit und dem Beitritt zu Schengen stark zugenommen hat: Die Schweiz ist das Einbrecher-Eldorado Europas geworden. Alle acht Minuten ein Einbruch, gesamtschweizerisch ein Plus von 16 Prozent bei den Einbrüchen, ein Plus von 11 Prozent bei den Diebstählen – das sind die Zahlen des letzten Jahres. Weitere Zahlen zur Entwicklung zwischen 2011 und 2012: plus 48 Prozent beim Besitz verbotener Waffen, plus 34 Prozent bei der Festnahme von Personen, plus 95 Prozent beim rechtswidrigen Aufenthalt, plus 39 Prozent bei den Einreiseverweigerungen. In nur einem Jahr gab es also gewaltige Zunahmen. 2012 wurden 13 700 gesuchte Personen aufgegriffen und 600 Banden dingfest gemacht.

Die markante Zunahme der Kriminalität ist ein grosses Sorgenkind der Schweiz. Es ist eine Tatsache, dass 70 Prozent der beschuldigten Täter Ausländer sind. Unter den 30 Prozent Schweizern finden sich viele mit Migrationshintergrund. Weiter ist es eine Tatsache, dass mit der Personenfreizügigkeit Kriminalität geradezu importiert wird. Nicht umsonst hat das Volk die Initiative «für die Ausschaffung krimineller Ausländer» angenommen. Mit der geplanten EU-Osterweiterung wird die Kriminalität weiter ansteigen. Es gibt Beitrittskandidaten, um welche die EU in den nächsten Jahren eventuell erweitert wird: Kosovo, Serbien, Montenegro, Albanien. In der Straftatenstatistik nach Nationalität figurieren diese Länder schon jetzt auf den vordersten Plätzen. Sie wissen: Die Gefängnisse sind voll, die Kosten im Bereich Sicherheit gehen ins Uferlose. Nächste Woche werden wir über drei Motions debattieren, die allesamt das Grenzwachtkorps verstärken wollen.

Auslöser der stark ansteigenden Kriminalität ist insbesondere die starke Zuwanderung von Ausländern, die kriminell werden. Die Zahlen nehmen nicht nur in den Grenzkantonen zu: Auch der Kanton Zürich verzeichnet mit 140 000 Straftaten eine Zunahme von 8,4 Prozent.

Ich möchte Sie daran erinnern, dass es die zentralste Aufgabe eines Staates ist, für die Sicherheit seiner Bürger zu sorgen. Es ist unsere Pflicht, uns frühzeitig und vorausschauend, also präventiv, die Frage zu stellen: Was verträgt die kleine Schweiz? Ist die starke Zuwanderung – sie ist fünfmal grösser als in der EU, fünfmal grösser! – ein Qualitätsmerkmal? Wie viele Einwohner verträgt die Schweiz? Verträgt sie 9, 10 oder 12 Millionen, oder sind die jetzigen 8 Millionen schon genug? Eines steht fest: Mit der Personenfreizügigkeit kontrollieren wir die Zuwanderung nicht mehr.

Das jährliche Nettobevölkerungswachstum entspricht heute der Grösse der Stadt Luzern oder des Kantons Schaffhausen. Man muss das einmal auf der Zunge zergehen lassen: Jedes Jahr wächst die Schweizer Bevölkerung um einen Anteil in der Grösse einer zusätzlichen Stadt Luzern oder eines weiteren Kantons Schaffhausen! Vor der Einführung der Personenfreizügigkeit lag die Zunahme bei lediglich 30 000 Personen.

Frau Bundesrätin, ich habe eine zweite Frage. Zurzeit kommen pro Jahr brutto 160 000 Personen in unser Land. Was würden wir machen, wenn es 320 000 Personen wären, wenn sich die Zuwanderung also verdoppeln würde? Vergessen wir nicht – ich habe es bereits angesprochen –, dass sich die EU dauernd vergrössert und somit zusätzlichen Bürgern die Chance bietet, in die Schweiz zu kommen.

Ich bin nicht à tout prix gegen die Zuwanderung, doch sie muss von uns selbst kontrolliert werden. Ich möchte, dass die Ausländer, welche ihren Job verloren haben, das Land wieder verlassen müssen; das ist eines meiner Kernanliegen. Nie und nimmer kann es aufgehen, wenn eine arbeitslos gewordene Person nach nur einem Jahr Arbeit hier in der

Schweiz Sozialleistungen bekommt – gleich wie eine Person im fortgeschrittenen Alter, die jahrzehntelang in die Sozialwerke einbezahlt hat und dann arbeitslos wird. Kürzlich konnten wir in der Sonntagspresse sogar lesen, dass es Städte gibt, welche an EU-Bürger schon nach wenigen Monaten Sozialhilfe ausrichten. Das ist ein absolutes No-go. Ich sehe bei den Sozialwerken in den nächsten Jahren gewaltige negative Folgen. Für mich ist die nachhaltige Führung unserer Sozialwerke eines der Herzstücke unserer Politik. Dies ist auch der Grund, warum ich nebst dieser Volksinitiative auch jene von Ecopop unterstütze. Sie will die Nettozuwanderung im dreijährigen Durchschnitt auf 0,2 Prozent limitieren. Sie ist für mich noch griffiger als jene, welche wir heute diskutieren. Bei einer ständigen Wohnbevölkerung von 8 Millionen wären das netto etwa 16 000 Personen, die jährlich zusätzlich in die Schweiz kommen könnten. Diese Anzahl genügt bei Weitem, um die benötigten Arbeitskräfte im Ausland zu rekrutieren. Die Zahlen von 2012 beweisen, dass sogar die Ecopop-Initiative den wirklichen Fachkräftemangel abfedern kann: Letztes Jahr sind 1369 Krankenschwestern, 1426 Ärzte, 1170 Landwirtschaftsgehilfen, 1127 Ingenieure, 3287 Bauleute, 265 Primarlehrer und 57 Arzthilfinnen in die Schweiz gekommen. Diese Zahlen zeigen, wenn man sie zusammenzählt, dass es weniger als 16 000 Personen waren, die den Fachkräftemangel in sensiblen Bereichen abgedeckt haben.

Die Schweiz war vor der Personenfreizügigkeit kein Dritteweltland. Damals mussten die Saisoniers nach neun Monaten oder bei Arbeitslosigkeit das Land wieder verlassen. Ich habe grosse Bedenken – ich habe es angetönt –, dass heute bei einer konjunkturellen Flaute die ausländischen Arbeitnehmer das Land nicht verlassen und unsere Sozialwerke gefährden werden. Um seine AHV-Rente zu finanzieren – das wissen wir alle –, muss man während rund vierzig Jahren Beiträge einbezahlt haben; das ist eine Tatsache. Das heisst eigentlich, dass kein Arbeitnehmer in unser Land kommen dürfte, der älter als 25-jährig ist. Doch dies ist bekanntlich nicht der Fall. Ob ältere oder jüngere Arbeitnehmer in die Schweiz kommen, entzieht sich aufgrund der Personenfreizügigkeit unserer Kontrolle.

Erlauben Sie mir noch eine Analyse, welche uns aufhorchen lassen sollte: Die Baubranche boomt seit Jahren. Dennoch produzierte sie 2012 nicht weniger als 8,7 Prozent aller Arbeitslosen. Die Schweizer Arbeitslosenquote lag Ende 2012 im Durchschnitt bei 3,3 Prozent – 2,3 Prozent bei den Schweizern, 6,5 Prozent bei den Ausländern. Wenn ich Ihnen noch sage, dass in der Baubranche 65 Prozent Ausländer beschäftigt sind, so sollten Sie eigentlich Hühnerhaut bekommen. In der Kommission hat uns der Seco-Verantwortliche auf meine Intervention hin leider zweimal falsche Zahlen vorgelegt.

2011 verzeichnete die Baubranche im Jahresschnitt 7322 Arbeitslose, ein Jahr später waren es bereits 1656 mehr, also 8978. Und siehe da, im Juni dieses Jahres waren es bereits über 9000 Arbeitslose, allein in der Baubranche. Eine einzige Branche – auch wenn sie zugegebenermassen schöne Bauten und Strassen herstellt –, welche extrem viele Ausländer beschäftigt, verursacht eine derart hohe Arbeitslosigkeit. Die Baubranche ist Zyklen unterworfen, auch sie wird sich irgendwann mit einer konjunkturellen Baisse beschäftigen müssen. Dann werden wohl die heutigen 8,7 Prozent aller Arbeitslosen, welche diese Branche produziert – darunter hat es, wie ich gesagt habe, viele Ausländer –, der Vergangenheit angehören.

Frau Bundesrätin, Sie haben in der Kommission gesagt, dass die Firmen diese Ausländer bräuchten. Das stimmt. Doch diese Firmen kümmern sich keinen Deut um die von ihnen entlassenen Mitarbeiter. Das ist das wahre Problem, Frau Bundesrätin. Sie werden nun sagen, die Firmen sollten zuerst die hiesigen Arbeitslosen beschäftigen. Das wäre schön, das wäre eine richtige Empfehlung, doch sie wird nicht befolgt. Denn die Zahl der von Arbeitslosigkeit Betroffenen betrug, wie gesagt, vor der Personenfreizügigkeit 75 000, während sie heute, per Ende Juli dieses Jahres, 128 500 beträgt. Es ist eine Tatsache, dass sich die Arbeits-

losigkeit seit der Personenfreizügigkeit ganz allgemein, insbesondere aber bei den Ausländern, erhöht hat.

Ich fasse zusammen: Einer der Hauptgründe, warum ich der Masseneinwanderungs-Initiative zustimme und deshalb die Minderheit vertrete, welche die Initiative zur Annahme empfohlen möchte, liegt darin, dass die Schweiz über die Kontrolle der Zuwanderung wieder selbst bestimmen sollte. Ein souveräner Staat muss in einer so zentralen Frage mit so vielen Auswirkungen – leider auch vielen negativen – selbst entscheiden können. Dies gilt insbesondere dann, wenn man nüchtern berücksichtigt, dass die wirtschaftliche Entwicklung in der EU mit ihrer extrem hohen Arbeitslosigkeit und ihrem viel tieferen Lohnniveau in den nächsten Jahren eine starke Zuwanderung Richtung Schweiz auslösen wird.

Stöckli Hans (S, BE): Nach der Darstellung der offenbar sehr schwierigen Situation stelle ich mir die Frage, Herr Minder, wie Sie diese Probleme mit der Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» lösen wollen. Sie möchten einen Systemwechsel vornehmen: von unserem heutigen Marktsystem – ich bin ein Anhänger der sozialen Marktwirtschaft – zu einem planwirtschaftlichen System. Da muss man sich fragen, welches die Voraussetzungen sind, um diesen Wechsel zu vollziehen. Man müsste, glaube ich, zumindest mal ein klares Ziel definieren. Man müsste wissen, welchen Weg wir einschlagen wollen und mit welchen Mitteln, mit welchen Akteuren dieses Ziel erreicht werden soll.

Herr Minder, wenn Sie die Initiative lesen, dann stellen Sie einfach fest, dass in Artikel 121a Absatz 3 lediglich steht, man solle die Höchstzahlen und Kontingente unter Berücksichtigung der gesamtwirtschaftlichen Interessen festlegen. Welche konkrete Lösung ist dieser Verfassungsartikel für die von Ihnen aufgelisteten Probleme? Ich befürchte: kaum eine Lösung. Herr Schwaller hat bereits in der Kommission gefragt, wie gross die Kontingente denn sein sollen. Es wurde dann erwähnt: vielleicht 30 000. Die Frau Bundesrätin hat ausgeführt, wenn die Zahl 30 000 wäre, dann wären die Kontingente bereits mit dem Gastrobereich und der Landwirtschaft erschöpft. Ja, und dann die anderen Bereiche in unserem Land? Wie sollen sie dann zu ihren Arbeitskräften kommen? Da wäre es gut, wenn man von den Initianten noch etwas bessere Antworten kriegen würde.

Es wurde auch gefragt, weshalb man in diesem ganzen Bereich auch die Grenzgänger – ausgerechnet die Grenzgänger! –, mit einbeziehen soll. Denn die Grenzgänger wohnen ja offensichtlich nicht in der Schweiz, sondern arbeiten bei uns. Und wie soll man reagieren können, wenn auch die Asylbewerber in die Kontingente mit einbezogen werden müssen? Würde das bedeuten, dass in der Schweiz weniger Arbeitskräfte zur Verfügung stehen, wenn es in der Welt brennt, weil die Kontingente unter Abzug der Asylbewerber, der Menschen auf der Flucht, berechnet werden?

Die schönste Frage ist diejenige nach der Kompetenz zur Regelung. Es wurde von den Initianten ausgeführt, man könne sich auch ein Legislativprojekt vorstellen, das heisst, dass wir im Nationalrat und im Ständerat jährlich über die Kontingente, wie über das Budget, befinden müssten. Man kann sich schon auf diese Diskussionen freuen; ich werde mit grossem Interesse zuhören, wenn die Bauernlobby, die Gastrolobby, die Mechanikerlobby und all diejenigen Leute, die für ihren Arbeitsbereich Arbeitskräfte aus dem Ausland brauchen, jeweils ihre Zahlen bekanntgeben. Das dürfte schwieriger sein, als Budgetberatungen durchzustehen. Da wird es offensichtlich, welche Interessen schlussendlich auf dem Spiel stehen, da sie im Parlament selbst auf den Tisch gelegt werden müssen.

Ganz besonders problematisch ist diese Initiative hinsichtlich der bilateralen Verträge. Ich bin schon etwas erstaunt, mit welcher Grosszügigkeit man mit diesem Problem umgeht. Einmal wird gesagt: Man kann das im Griff behalten; es ist zwar nicht zu leugnen, dass eine gewisse Gefahr bestünde, aber der Bundesrat würde es richten. Der Bundesrat hat aber klar gesagt: Wenn diese Initiative angenommen würde, wären wir verpflichtet, das Freizügigkeitsabkommen zu kündigen. Aufgrund der Guillotineklausel würde das zur

Folge haben, dass sämtliche Verträge der Bilateralen I aufgekündigt werden müssten. Es wäre deshalb sicher sinnvoll, wenn wir eine Bilanz ziehen würden.

Ich will nicht bestreiten, dass es Probleme gibt. Das betrifft auch einen Teil der Probleme, die Herr Minder angeführt hat; das möchte ich unterstreichen. Wenn wir diese Probleme aber den Problemen gegenüberstellen, die entstehen würden, wenn wir die bilateralen Verträge nicht mehr hätten, dann muss ich sagen: Um diese heute bekannten Probleme zu lösen, müssen wir andere Wege suchen als das Plausionssystem, das eingeführt werden soll. Mit der Initiative fahren wir aber gegen die Wand.

Abate Fabio (RL, TI): Die Zuwanderung ist eine unverzichtbare Quelle von Chancen. Die Schweiz ist klein, aber ihre Kraft ist unverhältnismässig grösser als ihre geografischen Dimensionen. Wir leben in einem Land, das zu den wettbewerbsfähigsten Staaten gehört. Die Arbeitslosenquote ist immer niedrig. Trotzdem finden wir im Sorgenbarometer der Schweizer die Angst um den eigenen Arbeitsplatz. Die Migration wird oft als etwas Schlechtes erlebt, weil sie auch Ursache von Problemen und Situationen ist, die schwieriger zu bewältigen sind.

Die Einwanderungen haben immer Probleme verursacht; das ist zuzugeben. Die Schweiz hat aber für diese Probleme immer durchaus ausgewogene Lösungen gesucht. Es ist zuzugeben, dass wir heute eine komplizierte Situation durchleben: Die hohe Zuwanderung der letzten Jahre wirkt sich auf die Infrastrukturen aus, weil die Mobilität intensiver wird. Sie wirkt sich auf den Wohnungsmarkt aus. Was passiert zum Beispiel in meinem Kanton? Dort haben qualifizierte Junge Mühe, sich die eigene Zukunft vorzustellen, weil Arbeitsmöglichkeiten, die bis gestern effektiv vorhanden waren, plötzlich nicht mehr offenstehen. Vermutlich sind gleich qualifizierte Leute aus dem Nachbarstaat bereit, ihre Leistung für lächerlich wenig Geld zu erbringen, zum Beispiel in einer Anwaltskanzlei, um dort einfach die kurzsichtigen und blöden Spekulationen des Arbeitgebers zu unterstützen und zu begleiten. Aber diese Probleme löst man nicht mit dieser Initiative: Sie will die generelle Kontingentierung der Zuwanderung wieder einführen und das Prinzip des Inländervorrangs in der Verfassung verankern.

Zuerst erlaube ich mir zu betonen, dass die Bundesverfassung keine Plattform ist, um eine politische Debatte zu führen oder Lösungsvorschläge für Probleme zu finden, die einem ständigen Wandel unterworfen sind. Dann fehlt dieser Initiative eine objektive Betrachtung der Umstände. Angeichts der jährlichen Höchstzahlen vergisst man, dass die Masseneinwanderung in der Schweiz bewusst generiert wird. Die Wirtschaft hat sich immer der Einwanderung bedient, und zwar hat sie die Arbeitskräfte freiwillig geholt, früher mit den Kontingenten und heute mit der Personenfreizügigkeit.

Die erwähnten Branchen, die Baubranche, die Landwirtschaft, der Tourismus, die Industrie, leben von diesen Arbeitskräften. Es ist ihnen immer gelungen, die Zuwanderung rasch zu steuern und die Arbeitskräfte prompt anzustellen. Deswegen sind die vorgeschlagenen Massnahmen ein Hindernis für die Wohlfahrt des Staates. Die Wirtschaft ist klar gegen diese Initiative.

Man will weniger Bürokratie, um besonders den KMU zu helfen und ihre bereits schwierige wirtschaftliche Lage zu vereinfachen – und dann schlägt man die Kontingente vor.

Noch folgende Bemerkungen: In unserem Land braucht es wichtige Reformen, um die gesellschaftliche Verträglichkeit der Migration langfristig zu garantieren. Es müssen aber alle mithelfen und im Entscheidungsprozess mit Verantwortung seriöse und umsetzbare Vorschläge auf den Tisch legen. Die Initianten wissen auch, dass diese Initiative eine Gefahr für den komplexen Apparat der bilateralen Verträge sein könnte; korrigieren ist aber immer schwieriger als zerstören. Am Ende stellt sich die Frage, warum auch der Asylbereich einbezogen wird: Er hat mit der Wirtschaft und den Problemen, die wir erwähnt haben, gar nichts zu tun. Die Kontingente sind nicht mit dem Non-Refoulement-Gebot vereinbar.

Deswegen ist diese Initiative klar zur Ablehnung zu empfehlen.

Föhn Peter (V, SZ): Die Volksinitiative will insbesondere erreichen, dass die Schweiz die Zuwanderung durch die Festlegung von jährlichen Höchstzahlen für alle Zulassungen selbst steuert. Negative Folgen der unkontrollierten Zuwanderung sollen dadurch vermieden werden. Es soll in der Bundesverfassung einen neuen Artikel 121a geben, mit dem Titel «Steuerung der Zuwanderung», denn momentan ist die Zuwanderung nicht mehr steuerbar. Wir haben unter anderem in Zusammenhang mit der vieldiskutierten Ventilklausel feststellen müssen, dass sie kaum Wirkung oder überhaupt keine Wirkung zeigte.

Die Initiative verlangt richtigerweise, dass die Steuerung auf sämtliche Kategorien von Zuwanderern ausgelegt ist, auch auf die Grenzgänger. Grundsätzlich ist das doch eine ganz einfache und für die meisten verständliche Forderung. Oder wie halten Sie das bei sich zu Hause? Da dürfte es selbstverständlich sein, dass der Hausherr oder die Familie entscheidet, wer Gastrecht erhält, wie viele Gäste an den Tisch kommen oder welche und wie viele Leute im Hause übernachten dürfen. Wenn Sie eine Hausangestellte brauchen, werden Sie aktiv werben, eine Person anstellen und diese entsprechend entlönen. Auch die Qualifikation dieser Angestellten bestimmen Sie höchstpersönlich.

Wir erkennen vielfach, welche gewaltige Dimension die Einwanderung in die Schweiz angenommen hat. Den Löwenanteil macht die Zuwanderung aus der EU aus, von welcher die Schweiz seit der Einführung der Personenfreizügigkeit richtiggehend überrollt wird.

Seit 2002 und vor allem seit dem Wegfall der Kontingente 2007 explodieren die Einwanderungszahlen. Entgegen den ständigen Behauptungen stimmt es bei Weitem nicht, dass nur und vor allem Qualifizierte einwandern. Klar ist, je mehr die Probleme in der EU zunehmen, desto mehr wird die Einwanderung in die Schweiz zunehmen, und es werden nicht nur Bestqualifizierte kommen.

Jahr für Jahr stellt die Schweiz mittlerweile gegen 150 000 neue Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligungen aus. Das sind etwa gleich viele, wie der Kanton Schwyz Einwohner hat. Im Rekordjahr 2008 waren es 157 271, davon 113 235 für Einwanderer aus dem EU-/Efta-Raum. Im Schnitt betrug die Nettozuwanderung, wir haben es gehört, in den letzten Jahren 80 000 Personen. Das ist mehr, als die Stadt St. Gallen Einwohner hat.

Dass dies auf längere Sicht nicht mehr aufgehen kann, sollte den meisten klar sein. Ich jedenfalls habe grösste Bedenken, denn unsere Ressourcen sind nicht unendlich. Wer im Ernst behauptet, diese Politik liege einzig und allein im Interesse der Schweiz, erkennt die Realität nicht. Mit der unkontrollierbar gewordenen Einwanderung wird unser Land nach unten gerissen. Importiert wird vielfach auch Armut. Es ist höchste Zeit, dass wir unsere Politik wiederum ändern.

Die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» ist ein Schritt dazu. Sie will, dass wir die Einwanderung wieder kontrollieren und steuern können, ohne mit einer fixen Zahl zu operieren und ohne der Wirtschaft allzu grosse Schranken aufzuerlegen. So kann die Zuwanderung je nach Bedarf wieder gesteuert werden. Was über Jahrzehnte erfolgreich geklappt hat, könnte nun in einer ähnlichen Art wieder eingeführt werden.

Herr Schwaller hat das Hohelied der Wirtschaft gesungen. Jeder Arbeitszweig weiß, wie viele zusätzliche Angestellte gebraucht werden. Wir dürfen doch nicht einfach eine fixe Zahl festlegen! Das muss ausgehandelt werden, und das kann ohne grossen bürokratischen Aufwand erfolgen. Herr Schwaller hat wörtlich gesagt: «Gefordert sind gerade auch die Arbeitgeber.» Geben Sie den Arbeitgebern auch die Verantwortung! Es kann ja wirklich nicht sein – es ist vorhin gesagt worden –, dass man einfach die Günstigsten, die «Besten», was das Preis-Leistungs-Verhältnis anbelangt, anstellt oder anstellen lässt und sie dann innert Kürze wieder entlässt. So verfallen sie unserem Sozialsystem, und das darf nicht sein. Irgendwann einmal fällt diese unkontrollierte

Zuwanderung auf unser System zurück; insbesondere die Sozialversicherungen werden rasant angeknabbert werden. Herr Stöckli, welchen Weg, welche Mittel? Die Bundesverfassung schreibt nie haargenau vor, was wie, wann und wo gemacht werden soll. Das wird nachher in der Gesetzgebung und in den Verordnungen niedergeschrieben; es wird ausdiskutiert, es ist weiterhin ein politisches Thema und muss mit der Wirtschaft wirklich ausgehandelt werden. Herr Abate, die Wirtschaft hat sich immer wieder bedient, ja. Aber eben, sie muss auch Verantwortung tragen, und ich glaube, diese müssen wir der Wirtschaft übergeben. Als Unternehmer sollte ich über den heutigen Zustand sehr glücklich sein, und das bin ich auch. Ich müsste eigentlich in die Hände klatschen. Aber wir leben heute in einer Schönwetterlage. Die Wirtschaft lebt sehr gut vom Boom auf allen Ebenen. Die Wirtschaft strebt nach einem möglichst grossen Wachstum, und die Wirtschaft ist dankbar für die vielen günstigen Arbeitskräfte, vor allem dann, wenn sie bei gleicher Qualifikation noch günstiger sind als die Schweizerinnen und Schweizer.

So ist die Wirtschaft für den heutigen Zustand und die unlimitierte Zuwanderung dankbar. Es ist ganz einfach eine elegante Lösung. Die Frage ist einzig: Ist dieses unlimitierte Wachstum von Gutem, verkraften wir dieses rasante Streben nach immer mehr auch weiterhin, wie wird diesbezüglich die Zukunft aussehen? Ich will nicht, dass die künftigen Generationen gravierende Fehler der heutigen Politik ausbauen müssen. Es gibt Kantone, welche ihre Ausgaben nur dank dem enormen Wachstum einigermassen im Griff haben. Beim Bundesfinanzhaushalt sieht es auch nicht viel besser aus. Man bedenke aber, dass jeder Haushalt auch dann im Lot sein muss, wenn kein massives Wachstum ansteht.

Darum stellt sich die Frage: Wie wird es bei einer Rezession aussehen? Diese Frage wird einfach ausgeblendet, respektive es liegen keine entsprechenden Szenarien und Strategien auf dem Tisch. Der Bundesrat schreibt in seiner Botschaft einzig: «Der Bundesrat verkennt nicht, dass das schweizerische Wirtschaftswachstum und die vergleichsweise hohe Zuwanderung der letzten Jahre zu einem Bevölkerungswachstum geführt haben, womit sich die Herausforderungen insbesondere in der Integration, auf dem Wohnungsmarkt, bei der Infrastruktur- und Raumplanung und in der Bildungspolitik erhöhen. Die hohe Zuwanderung erhöht in den genannten Bereichen den innenpolitischen Reformdruck. Der Bundesrat setzt sich dafür ein, die nötigen Reformen anzugehen.» (BBI 2013 292)

Ich bin klar der Meinung, dass wir an verschiedenen Punkten ansetzen müssen. Diese Initiative setzt ein starkes Zeichen und will an der Grenze einen ersten Pflock einschlagen. Parallel sind die vom Bundesrat angedachten und versprochenen innenpolitischen Reformen ein Muss. Nur so können wir wieder Herr und Meister über unser Land werden.

In diesem Sinne bitte ich Sie, die Initiative dem Volk zur Annahme zu empfehlen.

Comte Raphaël (RL, NE): L'initiative populaire qui nous est soumise met en avant un certain nombre de problématiques réelles qui préoccupent la population, mais elle y apporte des solutions totalement inadaptées. Prenons deux exemples. En ce qui concerne l'infrastructure ferroviaire, on constate qu'il y a effectivement beaucoup de monde dans les trains, notamment aux heures de pointe. Si nous voulons résoudre le problème, il faut soutenir le projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, qui a été adopté par le Parlement et qui sera soumis prochainement au peuple. D'ailleurs, l'acceptation de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» n'améliorerait pas sensiblement la situation dans les transports publics. La situation est bien plus liée à des questions d'habitude. Le rapporteur l'a mentionné: on se déplace plus; la distance entre le lieu de travail et le lieu où l'on habite est plus grande. Par conséquent, limiter l'immigration ne changera absolument rien à la situation dans les transports publics.

Le second exemple est celui du trafic individuel. Je viens d'une région où le trafic automobile est particulièrement influencé par les pendulaires. Chaque jour, de nombreuses personnes viennent de France pour travailler dans le canton de Neuchâtel, tout particulièrement dans les Montagnes neuchâteloises. Si l'on veut résoudre le problème, on construit une route d'évitement. C'est d'ailleurs un projet en cours et qui sera réalisé si l'augmentation du prix de la vignette est acceptée en votation populaire.

On a donc toute une série de moyens pour résoudre les problèmes que les gens voient – les problèmes de trafic, de logement, d'infrastructures –, et ce n'est pas l'initiative qui apportera des solutions.

L'initiative est contradictoire. Elle fixe comme principe fondamental que notre politique en matière d'immigration doit être basée sur «les intérêts économiques globaux de la Suisse». Dans le même temps, lorsqu'il s'agit de calculer les contingents, on y inclut tous les étrangers y compris ceux qui relèvent du domaine de l'asile. Or, le domaine de l'asile n'a rien à voir avec les intérêts économiques de la Suisse. Si nous accueillons un certain nombre de personnes en Suisse au titre de l'asile, c'est parce que la situation dans leur pays fait que nous devons les accueillir chez nous pour les protéger et que ces personnes sont incitées à retourner dans leur pays lorsque la situation s'est améliorée. La crise syrienne n'a rien à voir avec les intérêts économiques de la Suisse, et si nous devons accueillir des Syriens en Suisse, cela péjorait en réalité la situation de l'économie puisque nous devrions en tenir compte dans les contingents et cela viendrait en déduction des contingents attribués.

On le voit, les initiateurs font un mélange entre tous les étrangers. Ce qui les dérange en fait, c'est le nombre global d'étrangers et peu importe que ces étrangers habitent en Suisse et soient intégrés, peu importe qu'ils soient des frontaliers, peu importe qu'ils soient des requérants d'asile. Il y a chez les initiateurs une crainte latente des étrangers. D'ailleurs, dans l'énumération faite par Monsieur Minder de toutes les initiatives populaires qui avaient été déposées sur le sujet, on voit qu'il y a intégré la question des criminels étrangers comme si la criminalité était absolument liée aux étrangers. Ce n'est pas le cas. En réalité, cette initiative est contraire aux intérêts de l'économie et celle-ci a besoin de souplesse. L'économie doit tenir compte de contingents qui peuvent rapidement évoluer – le marché évolue –, et ce n'est pas pour rien si l'ensemble de l'économie s'oppose à cette initiative populaire. Jamais il n'y aura d'adéquation entre les besoins de l'économie et les contingents qui auront été fixés. Il y aura donc toujours besoin d'adapter ces contingents, ce qui créera naturellement une bureaucratie.

Un point naturellement extrêmement problématique de l'initiative populaire, c'est qu'elle remet en cause les accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne. Les initiateurs en sont d'ailleurs conscients puisqu'ils mentionnent bien que les traités contraires devront être renégociés, comme si c'était une chose relativement facile à réaliser que de renégocier ce genre de traités. Les accords bilatéraux sont une des bases du succès économique de la Suisse. Les remettre en cause parce que l'on a le sentiment qu'il y a un peu trop d'étrangers qui viennent s'établir en Suisse, c'est, à mon avis, prendre un risque beaucoup trop grand. Nous allons finalement remettre en cause beaucoup plus que ces accords bilatéraux. Nous allons remettre en cause notre bien-être parce qu'en définitive, ce qui est en jeu ici c'est le niveau de vie que nous avons en Suisse. C'est notamment grâce aux excellentes relations que nous avons avec l'Union européenne sur le plan économique que nous pouvons avoir une économie forte. C'est parce que nous avons une économie ouverte que nous disposons de richesses. Si nous, Suisses, acceptons cette initiative populaire, nous remettrions en cause notre dynamisme économique, nous scierions la branche sur laquelle nous sommes assis.

L'initiative populaire qui nous est proposée n'est donc en réalité pas une initiative contre l'immigration de masse, c'est avant tout une initiative contre notre niveau de vie, contre

notre qualité de vie. Je vous invite donc à en recommander le rejet.

Jenny This (V, GL): Ich weiss, es ist hier im Saal ein frommer Wunsch, aber ich möchte Sie trotzdem bitten, diese Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Als Unternehmer bin ich mir sehr wohl bewusst, dass das Erfolgsmodell Schweiz ohne ausländische Arbeitnehmerinnen und Arbeiter nie möglich gewesen wäre. Gerade wir Bauunternehmer konnten überproportional profitieren, und ich gehöre zu den Glücklichen, die auch im höheren Kader äusserst gute ausländische Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer beschäftigen dürfen. Kollege Minder, es sind nicht nur die Kriminellen tüchtig, sondern auch jene, die arbeiten, können sehr tüchtig sein.

Wir haben seit Jahrhunderten grosszügig Arbeitskräfte aus dem Ausland rekrutiert; das wissen wir alle. Das geschah aber immer kontrolliert, und immer wurde auf die aktuelle Beschäftigungslage Rücksicht genommen. Bund und Kantone haben jeweils in Absprache mit den Vertretern der Wirtschaft die maximalen Zahlen festgelegt. Wir Unternehmer erhielten in aller Regel die Leute, die wir brauchten, und zwar aus der ganzen Welt. Differenzen gab es höchstens in der Zeit der Hochkonjunktur, als uns der Staat – ausnahmsweise, muss ich sagen – zu Recht bremste, um später Entlassungswellen zu vermeiden.

Als Unternehmer muss ich auch zugeben: Mir persönlich wäre die globale Freizügigkeit am liebsten. Jeder könnte dort arbeiten und seine Existenz aufbauen, wo er will. Und ich könnte aus Millionen die Leute auswählen, die für mich am besten geeignet wären. Nun gibt es aber nicht nur Unternehmerinteressen, sondern es gilt auch das Gesamtwohl der Schweiz zu berücksichtigen. Eine globale Personenfreizügigkeit kann nur funktionieren, wenn alle Länder ungefähr – ich sage: ungefähr – von den gleichen Rahmenbedingungen ausgehen können. Doch zurzeit sind die Unterschiede bezüglich Wohlstand, Marktwirtschaft und Sozialwerken dermassen gross, dass das, was wir anstreben, schlichtweg nicht funktionieren kann. Wenn ein arbeitsloser Franzose in Basel mit sämtlichen Sozialentschädigungen mehr als doppelt so viel verdient, wie wenn er in seinem eigenen Land, in Frankreich, zwölf Stunden pro Tag arbeiten würde, funktioniert etwas in unserem System nicht.

Ich war ein glühender Befürworter der Personenfreizügigkeit mit den 15 alten EU-Staaten, denn diese 15 Volkswirtschaften waren einigermassen vergleichbar. Nun entwickelt sich die EU aber unkontrolliert. Sie hat inzwischen Länder aus Osteuropa aufgenommen, bald kommen alle Balkanstaaten und die gesamte Türkei dazu. Das sind dann ganz andere Dimensionen. Das hat zweifelsohne auch für uns Unternehmer Vorteile, wir können dann aus 700 Millionen Bewerbern auswählen. Es hat selbstverständlich auch Auswirkungen auf die Löhne. Wir alle wissen: Je mehr Kirschen auf dem Markt sind, desto billiger sind sie. Wir Unternehmer müssen aber auch einsehen, dass wir gegenüber dem Land in dieser Frage eine Verantwortung haben – Kollege Föhn hat es angetönt. Es geht nicht an, dass wir kurzfristig Leute anstellen, nach einem oder zwei Monaten von ihnen genug haben und sie wieder entlassen und den Sozialwerken übergeben. Das ist unsozial. Als Minimum wäre eine Beschäftigung von einem Jahr vorzusehen, dann würden es sich gewisse Damen und Herren besser überlegen, bevor sie Ausländerinnen und Ausländer – und auch Schweizer – einstellen. Denn die Sozialwerke werden letztlich auch von der Wirtschaft bezahlt. Kollege Minder hat es angetönt: Heute liegt die Arbeitslosenquote trotz Hochkonjunktur weit über 3 Prozent. Das Argument, die Zuwanderer würden ja immerhin auch die AHV bezahlen, mag ich nicht mehr hören, denn ich gehe davon aus, dass diese irgendwann einmal auch selbst zu den AHV-Benützern gehören werden. Aber ich begreife alle, die in die Schweiz wollen, die hier Arbeit suchen, die hier eine Existenz aufbauen wollen – ich würde auch dazugehören.

Die Personenfreizügigkeit war eine Forderung der EU. Dabei kann ich die EU verstehen. Wir sind und bleiben für sämtliche umliegenden Staaten äusserst attraktiv. Hier winken

bessere Löhne, Renten und Sozialleistungen, aber auch bessere Schulen, Hochschulen, mehr Sicherheit und vor allem auch eine höhere Lebensqualität. Wir betreiben ein Gesundheitswesen, bei dem die Zuwanderer vom ersten Augenblick an volle Leistungen beziehen können, sofern sie irgendwo im Ausland ein Jahr lang Beiträge bezahlt haben. Der Wirtschaftsstandort Schweiz – ich habe es angetönt – ist eine Erfolgsgeschichte. Tragen wir Sorge dazu! Eine Nivellierung nach unten, auf EU-Niveau, darf nicht stattfinden. Aber letztlich will die EU das; das ist klar. Sie wollen ebenfalls wettbewerbsfähig bleiben und sind froh, wenn wir uns ihnen anpassen.

Darum müssen wir die Einwanderung wieder mitsteuern können. Ich weiss, Frau Bundesrätin: Das ist sehr, sehr schwierig. Die Einwanderung soll aber dann möglich sein, wenn die gesamten wirtschaftlichen Interessen stimmen. Die Existenzgrundlagen müssen eben vorhanden sein. Vielleicht benötigen wir ab und zu Spezialisten aus den USA, aus Australien, Indien oder Südafrika; das muss möglich sein. Sie merken: Wir wollen nicht, wie das von Kollege Stöckli angetönt wurde, die Bilateralen kündigen – überhaupt nicht! Wir wollen aber dem Bundesrat das Mandat geben, diese spezielle Situation der Schweiz zu verhandeln. Das ist ein Feilschen; Sie werden nicht mit der Harmoniemusik empfangen werden, das ist ganz klar! Aber wir müssen etwas herausholen können. Es ist bei sämtlichen Nachverhandlungen so: Die eine Seite will etwas, die andere Seite weniger. Aber das gehört zum täglichen Brot. Wir sollten Einfluss nehmen können, und vor diesem Hintergrund ist diese Initiative lanciert worden. Wir haben ein Problem, und wenn wir es nicht lösen, wird uns die Bevölkerung die Lösung aufzwingen. 80 000 Personen pro Jahr sind zu viel, das verkraften wir nicht.

Darum möchte ich Sie bitten, hier aktiv zu werden, ohne dem Bundesrat zu enge Beschränkungen vorzuschreiben. Er ist frei in seinen Verhandlungen, aber er soll und muss etwas unternehmen.

Fetz Anita (S, BS): Meine Vorrednerinnen und Vorredner haben die sachlichen und rationalen Gründe dargelegt, weshalb diese Initiative ein Unding ist und der Schweiz, ihrer Bevölkerung und ihrer Wirtschaft nur eines zufügen würde: einen riesigen Schaden.

In diesem Saal ist ja niemand für eine Masseneinwanderung. Sonst hätten wir in diesem Rat nie Verträge gutgeheissen, die eine Ventilklausel enthalten und in denen Bedingungen für die Zuwanderung festgelegt sind. Wir haben auch nie angenommen, dass die Personenfreizügigkeit keine Probleme aufwerfen würde. Genau deshalb haben wir ja flankierende Massnahmen beschlossen. Es sind übrigens flankierende Massnahmen, die sich als immer wichtiger erweisen. Diese sollten auch noch verstärkt werden; davon bin ich überzeugt.

Der Titel dieser Initiative, und das ist ja auch das Heimtückische an dieser Initiative, unterstellt, dass alle, die gegen die Initiative sind, für eine Masseneinwanderung seien. Das sollten wir ernst nehmen, das ist keine Kleinigkeit. Die Initiative «surft» auf einem emotionalen Unbehagen in Teilen der Bevölkerung. Ich selbst höre das auch immer wieder, auch in Basel-Stadt, wo an sich eine offene und liberale Haltung herrscht – es ist unterdessen relativ viel passiert. Das ist das Gefährliche; wir sollten diese Stimmung in der Bevölkerung ernst nehmen. Natürlich «surfen» gewisse politische Kräfte auf dieser Stimmung. Aber das Unbehagen existiert. Das hat natürlich auch mit dem Tempo der Zuwanderung in den letzten Jahren zu tun. Es ist sehr hoch. Da braucht es einige Massnahmen, damit das ungute Gefühl – man spricht von Dichtestress – nicht überhandnimmt.

Deshalb meine ich, dass es nicht damit getan ist, dass wir hier grossmehrheitlich einfach Nein sagen. Es ist auch nicht damit getan, dass die Wirtschaft einfach Nein sagt. Es ist schon gar nicht damit getan, dass wir den Nutzen der Zuwanderung immer und immer wieder betonen. Natürlich gibt es einen grossen Nutzen. Es ist aber nicht damit getan, dass wir der Bevölkerung sagen, dass mit dieser Initiative nicht

nen die abstrakte Grösse «Wirtschaft» Probleme erhält, sondern wir müssen den Leuten auch sehr konkret aufzeigen, was das zum Beispiel für unser Gesundheitswesen bedeutet: Ohne Zuwanderung müssten wir jedes vierte Spital schliessen, weil uns schlicht die Ärzte fehlten! Und hier beginnen dann auch die hausgemachten, internen Probleme der Schweiz. Wenn wir nicht nur bei der Masseneinwanderungs-Initiative gewinnen, sondern auch andere Vorlagen im Volk durchbringen wollen – ich denke natürlich auch weiter, an die Ecopop-Initiative, an den Kroatien-Beschluss –, müssen wir mehr machen, als einfach nur Nein zu dieser Initiative zu sagen. Dann müssen wir zum Beispiel endlich selber massiv mehr in die Ausbildung von Schweizer Ärzten investieren. Wir haben Milliarden an Ausbildungskosten gespart, indem wir Tausende von Ärzten und Ärztinnen aus dem Ausland geholt haben, und das versteht die Bevölkerung einfach nicht. In vielen Gebieten, insbesondere im Raum Zürich, aber auch im Raum Genf, explodieren die Wohnkosten, sodass die Mittelstandsfamilien immer mehr für eine Wohnung bezahlen müssen und dies als äusserst negativ empfinden. Dies gilt umso mehr, wenn sie dann noch erfahren, welche Steuerprivilegien wir Expats geben. Diese können nämlich die Kosten für ihre Privatschulen und Wohnungen von den Steuern abziehen; das versteht die Bevölkerung nicht. Genau solche Dinge müssen wir abschaffen. Es kann nicht sein, dass irgendwelche Personen, auch wenn es Expats sind, die ein paar Jahre später wieder gehen, Privilegien geniessen; man kann diese der Bevölkerung nicht vermitteln. Viele Leute verstehen das Ganze auch deshalb nicht, weil auch Einheimische aufgrund ihres Berufes den Wohnort wechseln und neue Wohnungen suchen müssen, dabei aber keine entsprechenden Steuerprivilegien haben. Diese Zöpfe gehören also abgeschafft, und zwar relativ rasch. Wir müssen der Bevölkerung aufzeigen können, dass wir intern unsere Hausaufgaben machen!

Ein anderes Problem, das ich sehe, ist folgendes: Immer mehr grosse Firmen werden von ausländischen CEO geführt, die keinerlei Ahnung haben, wie das schweizerische Berufsbildungssystem funktioniert, und meinen, jeder auch noch so komische akademische Abschluss sei besser als ein Berufsbildungsabschluss. Hier besteht massiver Handlungsbedarf. Hier ist aus dem Hause Schneider-Ammann ja auch eine Qualifikations- und Informationsoffensive angemeldet, aber, Frau Bundesrätin, das Tempo stimmt nicht; da muss einfach mehr Tempo in die Sache kommen!

Ein anderes Beispiel: Viele Unternehmen klagen, dass sie zu wenig Ingenieure, Physiker oder Techniker haben. Es stimmt: Die Schweizer Jugendlichen haben, aus welchen Gründen auch immer, gewisse Vorbehalte gegenüber den sogenannten Mint-Berufen. Aber ich bin ganz sicher: Wenn man hier neue Wege gehen würde, wenn beispielsweise Firmen den Jugendlichen ihre Ausbildung an der Universität oder an einer höheren Fachschule bezahlen würden, dann würden die jungen Leute auch viel mehr solche Mint-Berufe ergreifen! Dafür kann man dann verlangen, dass sie ein paar Jahre bei dieser Firma arbeiten. Auch die Wirtschaft ist also gefordert, ein bisschen mehr Dynamik bei der Ausbildung und der Anstellungspolitik zu zeigen.

Dann noch ein Wort zu Kollege Minder und zu seiner Kriminalitätsstatistik: Herr Minder, Sie haben einfach die Kriminaltouristen mitgezählt. Das ist ein echtes Problem an den Grenzen; es besteht bei Ihnen im Schaffhausischen und bei uns in Basel, aber auch in Genf oder in Teilen der Ostschweiz. Es ist ein massives Problem! Rudelweise kommen dort vom Ausland Kriminaltouristen herein, begehen ihre Diebstähle und hauen wieder ab. Aber dazu brauchen wir höhere Bestände beim Grenzwachtkorps – das ist die entsprechende Massnahme dagegen! Da können Sie dann nächste Woche eine entsprechende Motion annehmen und haben so wieder einen konkreten Ansatz, um ein Problem zu lösen, und können das auch der Bevölkerung zeigen.

Kollege Föhn hat die Einwanderung der vielen unqualifizierten Personen erwähnt. Ja, auch ich kann sagen, dass ich diese Einwanderung nicht unbedingt will. Aber sagen Sie einmal Ihren Kollegen in der Landwirtschaft, in der Gastro-

oder der Baubranche, dass sie nicht Ausländer zu Dumpinglöhnen anstellen sollen! Da sind die Arbeitgeber das Problem und nicht die schweizerische Politik.

Sie sehen also, dass auch ich gegen diese Initiative bin. Ich sage Ihnen einfach: Wenn wir nicht mehr machen, als Nein zu sagen, wird das nicht genügen, um die Annahme dieser Initiative und der Ecopop-Initiative zu verhindern und später dann auch die Personenfreizügigkeit mit Kroatien wirklich durchbringen zu können.

Luginbühl Werner (BD, BE): Wir haben uns ja ein bisschen daran gewöhnt, dass Initiativen eingereicht werden, die den Bürgerinnen und Bürgern den berühmten Fünfer und das Weggli versprechen, Initiativen, die vorgeben, es gebe Lösungen, die nur über Vorteile, aber nicht über Nachteile verfügen. Mit der Initiative «gegen Masseneinwanderung» ist die SVP hier noch einen Schritt weiter gegangen. Es werden nicht nur der Fünfer und das Weggli versprochen, sondern es wird auch noch die Bäckerstochter in Aussicht gestellt. Es wird nämlich nicht mehr und nicht weniger versprochen als ein nach wie vor freier Marktzugang in der EU unter Elimination der negativen Begleiteffekte; dies alles, ohne dass die Schweiz Mitglied der EU ist.

Die Initiative «gegen Masseneinwanderung» ist nach der 1:12-Initiative die zweite Vorlage, die bei einer Annahme durch das Volk einen massgeblichen Beitrag zum Abstieg einer erfolgreichen Nation leisten könnte. Würden beide genannten Initiativen und jene, die wir in nächster Zeit hier diskutieren, nämlich die Ecopop- und die Mindestlohn-Initiative, angenommen, würden sich – das fürchte selbst ich als grosser Optimist – die besten Zeiten unseres Landes dem Ende zuneigen. Längere Phasen von Prosperität und Wohlstand scheinen bei Teilen der politischen Elite gewisse selbstzerstörerische Tendenzen auszulösen. Ich hoffe, dass das Volk hier standhaft bleibt.

Es sind – das wurde bereits mehrfach betont – in den letzten Jahren sehr viele Arbeitskräfte aus der EU in die Schweiz gezogen. Das ist nicht wegzudiskutieren. Warum sind sie gekommen? Weil sie gebraucht wurden. Hier beginnt das Dilemma. Die Schweiz ist attraktiv, die Schweizer Wirtschaft, die Spitäler, der Tourismus, die Bauwirtschaft sind auf ausländische Arbeits- und Fachkräfte angewiesen. Gleichzeitig dünkt es uns wahrscheinlich fast alle, es dürften ruhig etwas weniger Ausländerinnen und Ausländer sein, die jährlich zuwandern. Aber eben, unsere Wirtschaft, die jeden zweiten Franken in der EU erwirtschaftet, ist zwingend auf den freien Marktzugang angewiesen. Der freie Marktzugang ist nur zu haben, wenn wir die Personenfreizügigkeit akzeptieren. Es gibt beides, oder es gibt nichts.

Nun behaupten die Initiativanten, dass durch Verhandlungen mit der EU bessere Lösungen erzielt werden können, als wir sie heute haben. Das ist realitätsfremd. Das würde nämlich heissen, dass die EU gegenüber einem Nichtmitglied Bedingungen akzeptiert, die sie den Mitgliedern nicht gewährt.

Es ist nicht wegzudiskutieren, dass das Unbehagen in der Bevölkerung gegenüber der hohen Zahl von Zuwanderern wächst; da bin ich mit meiner Vorrednerin absolut einverstanden. Aber auch das ändert leider nichts an der Tatsache, dass wir entweder den Marktzugang und die Personenfreizügigkeit haben oder eben beides nicht haben. Es bleibt uns also nichts anderes übrig, als zu versuchen, der Bevölkerung zu erklären, warum es so ist. Das ist keine einfache Aufgabe.

Die Bevölkerung darf in dieser Situation aber erstens erwarten, dass sich die Behörden aller Stufen angesichts der hohen Zuwanderung konsequent dafür einsetzen, dass Missbräuche bekämpft werden, und dass sie wirklich nur das zulassen, was sie gemäss Vertrag zwingend zulassen müssen, dass sie also den Handlungsspielraum maximal nutzen. Ich ärgere mich grün und blau, wenn ich höre, dass kantone Migrationsämter Aufenthaltsbewilligungen an EU-Bürger erteilen, die keine Arbeit haben, die in der Schweiz auf Stellensuche sind, und diesen Leuten gleichzeitig auch noch Sozialhilfe bezahlen – dies, nachdem immer versprochen worden ist, dass nur jene in die Schweiz kommen können,

die über einen Arbeitsvertrag verfügen. Durch solches Handeln verspielen wir das Vertrauen. Durch solches Handeln gefährden wir selber die bilateralen Verträge.

Die Bevölkerung darf zweitens erwarten, dass sich auch die Wirtschaft ihrer Verantwortung bewusst ist und einen Teil zur Abfederung des Problems beiträgt – es wurde bereits gesagt –, indem eben vielleicht eine Schweizerin angestellt wird, auch wenn diese etwas mehr kostet als die Ausländerin, oder indem halt auch mal der Schweizer genommen wird, obwohl er nicht ganz gleich hoch qualifiziert ist wie der Ausländer. Unternehmer tragen eine Verantwortung. Wenn sie diese Verantwortung in einer direkten Demokratie nicht wahrnehmen, müssen sie sich bewusst sein, dass die Bürgerinnen und Bürger beginnen, das Heft des Handelns in die Hand zu nehmen.

Was drittens erwartet werden darf, ist, dass wir im Bereich der Bildungspolitik wirklich alles unternehmen, um für die Schweizer Arbeitskräfte optimale Bedingungen zu schaffen. Entweder erkennen wir den Ernst der Situation und tun in allen Bereichen, was wir tun können, oder die Sache wird uns entgleiten.

Die ausländischen Arbeitskräfte werden für sehr viele Probleme verantwortlich gemacht: für Wohnungsnot, für überfüllte Züge, für verstopfte Straßen, für die Zersiedelung usw. Fakt ist aber, dass die Ausländerinnen und Ausländer nicht dafür verantwortlich gemacht werden können, dass wir das Thema Raumplanung in der Vergangenheit sträflich vernachlässigt haben. Und es sind nicht die Ausländerinnen und Ausländer, die das Pendeln auf verschiedenen Kanälen staatlich subventionieren und damit die überfüllten Züge und die verstopften Straßen aktiv unterstützen. Wir sind es, die das beschlossen haben. Wenn es eine Wohnungsknappheit gibt, ist sie auch in erster Linie auf den stets wachsenden Platzbedarf zurückzuführen, den wir selbst haben.

Ich bin nicht einer, der glaubt, dass die Zuwanderung und das Freizügigkeitsabkommen nur ein Segen sind. Allerdings gibt es neben den negativen Aspekten, die heute schon mehrfach erwähnt wurden, durchaus auch positive Aspekte. Vorab sei daran erinnert, dass schon in vorchristlicher Zeit diejenigen Nationen und Völker prosperierten, welche die Gewerbefreiheit pflegten und eine liberale Ausländerpolitik anwandten. Das gilt auch heute noch. Wir haben heute, was die Qualifikationen betrifft, jene Einwanderer, die wir uns noch vor zwanzig, dreissig Jahren sehnlichst gewünscht hätten. Wer glaubt, die Schweiz könnte ihre Spitzenposition in Bildung und Forschung halten, wenn nicht zumindest europaweit die besten Talente rekrutiert werden können, ist auf dem Holzweg. Wenn heute mehr Leute einwandern als noch in den Neunzigerjahren, liegt das auch daran, dass die Schweizer Bevölkerung kaum mehr wächst und zunehmend überaltert ist. Zuletzt glaube ich auch, dass uns die Energie der Immigranten herausfordert und mithilft, nicht zu träge zu werden. Konkurrenz belebt und fördert unsere Fitness im internationalen Wettbewerb.

Natürlich bin ich mir bewusst, dass die wichtigsten Diskussionen nicht heute hier, sondern später im Abstimmungskampf stattfinden werden. Es wird eine sehr grosse Herausforderung sein, die Bevölkerung zu überzeugen, sich nicht von den Versprechen betreffend Fünfer, Weggli und Bäckerstochter verführen zu lassen, sondern sich nüchtern und sachlich entweder – und hoffentlich – fürs Weggli, also den Status quo, oder für den Fünfer, für den man heute nichts mehr bekommt, zu entscheiden.

Janiak Claude (S, BL): Der Bundesrat legt in der Botschaft überzeugend dar, dass die Zuwanderung in die Schweiz in erster Linie durch die gute wirtschaftliche Situation und die damit verbundene starke Nachfrage, insbesondere auch nach qualifizierten Arbeitskräften, beeinflusst wird. Er verkennt ebenso wenig wie die meisten hier im Saal, dass die Zuwanderung mit grossen Herausforderungen verbunden ist.

Schon mehrfach sind heute die Infrastrukturpolitik, die Raumplanung, der Wohnungsmarkt, die Bildungspolitik, die Integrationspolitik erwähnt worden. Die Politik macht ja nicht

einfach nichts, denn sie weiss, dass Wohlstand und Wirtschaftswachstum nicht gratis zu haben sind. Nehmen Sie die grossen Investitionen in die Bahn- und Strasseninfrastruktur, die wir beschlossen haben bzw. noch beschliessen werden. Oder nehmen Sie den Wohnungsmarkt: Es ist zu billig zu behaupten, er sei der zugewanderten Ausländer wegen angespannt. Die Situation ist weitgehend hausgemacht – Herr Luginbühl hat zu Recht darauf hingewiesen –, weil Wohlstand unter anderem auch dazu führt, dass der Wohnraumbedarf der Bevölkerung massiv zunimmt. Jede und jeder von uns dürfte heute mehr Wohnraum in Anspruch nehmen als zu Kinderzeiten. Und wenn Ausländer Liegenschaften kaufen, braucht es immer auch Schweizer, die sie ihnen verkaufen. Um diesen Herausforderungen zu begegnen, haben wir beispielsweise auch die Revision des Raumplanungsgesetzes verabschiedet. Herr Minder, ich bin mir nicht mehr ganz sicher, aber ich kann mich erinnern, dass Sie nicht ein grosser Fan dieser Gesetzesrevision gewesen sind.

Diese Initiative spielt mit dem Feuer. Es ist nicht nur ihre Grundhaltung Ausländern gegenüber, die mir zu denken gibt. Herr Minder, Sie haben eigentlich alle denkbaren Themen miteinander vermischt, die irgendwie etwas mit Ausländern zu tun haben. Frau Fetz hat Ihnen vorhin eine Antwort z. B. zum Thema Kriminaltourismus gegeben. Ich frage Sie: Sind die Ausländer daran schuld, dass in diversen Sparten keine Schweizer bereit sind, Stellen anzutreten und Arbeiten zu verrichten? Weshalb setzt sich das Putzpersonal in unseren Heimen und Spitäler fast ausschliesslich aus Ausländerinnen und Ausländern zusammen? Sind die zugewanderten Ärztinnen und Ärzte daran schuld, dass wir zu wenig Ärzte ausbilden und dadurch Kosten sparen? Oder sind sie daran schuld, dass kein Schweizer eine Hausarztpraxis in einem abgelegenen Tal übernehmen will?

Weshalb sind alte Menschen, die zu Hause leben wollen, auf Betreuerinnen und Betreuer aus Polen angewiesen? Weshalb treffe ich in den Ferien, auf Wanderungen im Unterengadin, auf Alpen und in Gasthöfen fast ausschliesslich auf Personal aus Österreich oder dem Südtirol? Gibt es in diesen Regionen nicht auch junge Schweizerinnen und Schweizer? Herr Föhn, Sie haben Recht: Es sind nicht nur Hochqualifizierte, die kommen, es sind auch andere – aber diese brauchen wir eben in den Sparten, die ich gerade erwähnt habe.

Ich wäre froh, wenn Herr Jenny jetzt da wäre; ich hätte nämlich eine Frage an ihn: Wie sieht es bei ihm aus? Hat er die Auswahl zwischen Schweizern und Ausländern, und für wen hat er sich im Einzelfall jeweils entschieden? Ich hätte ihn gerne danach gefragt.

Die Initiative stellt unseren Wohlstand in Frage. Nicht nur deshalb ist sie gefährlich: Sie spielt mit dem Feuer, vor allem deshalb, weil zentrale Bereiche unserer Volkswirtschaft ohne ausländische Arbeitskräfte schlicht kollabieren würden. Denken Sie vor allem an unser Gesundheitswesen! Ich bin Vizepräsident eines Spitals und weiss, wovon ich spreche. Denken Sie an die Gastronomie oder an die Landwirtschaft! Was wäre Letztere ohne die polnischen Helferinnen und Helfer? Nun hält man mir entgegen, man solle das mit Kontingenten oder mit dem Saisonierstatut lösen – das hat auch Herr Minder gesagt –, das wir kannten, bevor wir feststellen mussten, dass Menschen und nicht nur billige Arbeitskräfte kamen. Diese Zeiten möchte ich nicht mehr, das muss der Vergangenheit angehören.

Bitte erteilen Sie der Initiative eine Abfuhr! Sie spielt mit Emotionen. Die gehören zwar zur Politik, aber es ist unlauter, wenn man aufgrund verdrehter Fakten Emotionen schürt. Bitte lehnen Sie die Initiative nicht nur ab, sondern bekämpfen Sie sie auch im Abstimmungskampf mit Vehemenz! Das wird notwendig sein.

Levrat Christian (S, FR): Il faut reconnaître aux partisans de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» un certain talent littéraire. En écoutant Messieurs Minder et Föhn, je me suis souvenu de passages de l'Apocalypse qui se rapprochaient de la description qu'ils faisaient de la Suisse



confrontée à la libre circulation des personnes ou encore, pour rester dans les allusions bibliques, de l'épisode des dix plaies d'Egypte. Même si nous ne sommes pas confrontés aux grenouilles, aux moustiques, aux sauterelles ou aux té- nèbres que Dieu a envoyés sur l'Egypte pour contraindre le pharaon à libérer le peuple d'Israël, j'avais l'impression que le tableau qui était dressé de la Suisse correspondait un peu à l'Egypte ravagée décrite dans la Bible. Il n'en est rien. Ce qui me frappe, c'est que, par opposition au talent que mettent les partisans de l'initiative à décrire les problèmes auxquels nous sommes confrontés du fait de la libre circulation des personnes, ils taisent les solutions proposées par l'initiative et n'en débattent pas. Ces solutions tiennent en quelques mots: l'instauration d'un régime de contingents en lieu et place du régime de la libre circulation des personnes. La Suisse a connu trois phases d'immigration marquées dans les cinquante dernières années: dans les années 1960, dans les années 1980 et actuellement. Ces trois phases se sont déroulées sous divers régimes sur le plan légal: celui des contingents, celui des saisonniers et enfin aujourd'hui celui de la libre circulation des personnes. Le volume global de l'immigration est largement dépendant des besoins de l'économie et non pas, toute notre histoire le montre, du statut juridique réservé aux immigrants.

L'initiative populaire «contre l'immigration de masse» comme l'initiative d'Ecopop sont inefficaces et inutiles et ne tiendront pas les promesses qu'elles font, tout au plus constituent-elles une forme de programme d'occupation pour les administrations fédérale et cantonales. Elles visent à remplacer un système relativement souple par une machinerie kafkaïenne. Elles visent à remplacer un système dans lequel l'économie, de manière transparente, fixe le volume de l'immigration en Suisse par un système où l'administration, sous la pression de l'économie, serait amenée à fixer des contingents.

Je partage l'analyse de Monsieur Stöckli: faisons-le ouvertement! Que le Parlement fixe les contingents, et un certain nombre de partisans de l'initiative viendront expliquer pourquoi les contingents pour les paysans doivent être élevés, pourquoi les contingents pour l'industrie doivent être plus élevés que ceux que propose le Conseil fédéral! C'est une chose à laquelle nous assistons d'ores et déjà. S'agissant des ressortissants de pays tiers hors Union européenne, nous avons chaque année la cérémonie des pressions qu'exercent les milieux économiques sur l'administration pour fixer des contingents plus élevés que ceux prévus.

Est-ce que c'est cela, contrôler son immigration? C'est simplement transmettre aux groupes d'intérêts ou lobbys la possibilité de déterminer à la hausse des contingents qui nous seraient soumis. Je pense donc que les solutions proposées par l'initiative vont dans le mauvais sens, mais que nous ne devrions pas faire l'économie d'un débat très sérieux sur la manière dont nous entendons répondre aux problèmes soulevés par cette initiative, des problèmes qui sont réels.

Cette fois-ci, il ne va pas suffire de simplement crier sur les toits que la libre circulation constitue le cœur de l'*«Erfolgsmodell Schweiz»*. Il ne va pas suffire de distribuer des pommes dans la rue et il ne suffira pas non plus de couvrir le pays d'affiches de pommiers sponsorisées par Economie-suisse.

Le produit intérieur brut par tête a stagné ces dernières années en Suisse. Le dumping salarial est largement répandu dans les branches les plus contrôlées. 40 pour cent des entreprises se trouvent dans l'illégalité. Le parc de logements, et en particulier dans les agglomérations, n'a pas été développé pour satisfaire à cette demande accrue. Et nos politiques publiques peinent à intégrer suffisamment les femmes et les migrantes déjà installées en Suisse sur le marché du travail.

Bien sûr, Monsieur Luginbühl a raison, ces problèmes ne viennent pas uniquement de la libre circulation. Mais on ne peut pas nier qu'elle agit comme une loupe et que la migration démontre les lacunes et les retards de nos politiques nationales.

Si l'on veut se limiter à un pilotage numérique de l'immigration, alors il faut poser d'autres questions. Il faut poser la question de nos politiques fiscales, de la promotion économique exogène qu'un certain nombre de cantons ont menée au cours des dernières années. Il faut poser la question de nos pratiques en matière de formation. Il y a évidemment quelques contradictions à constater que ceux-là mêmes qui aujourd'hui tentent de limiter l'immigration par voie de contingents s'opposent à un renforcement des politiques d'intégration qui permettraient d'augmenter le taux d'activité des étrangers établis en Suisse sur le marché du travail. Il faut constater que ces mêmes personnes s'opposent à des mesures visant à simplifier la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale pour les femmes et qu'elles s'opposent également aux grands projets d'infrastructure qui devraient nous permettre de résoudre les problèmes de mobilité auxquels nous sommes confrontés. Je parle ici du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire ou de la votation qui nous attend sur le prix de la vignette autoroutière.

Si nous avons une responsabilité dans cette campagne de votation, c'est celle d'apporter des réponses concrètes aux difficultés réelles de la population et non pas de lui faire croire que, par le biais de contingents, nous pourrions limiter les conséquences négatives de la libre circulation des personnes. Les contingents ne conduisent pas à une réduction du nombre de migrants, mais plutôt à une bureaucratisation du système et à des charges largement plus importantes pour l'ensemble de nos entreprises.

Je ne peux donc que vous inviter à combattre cette initiative populaire, mais en parallèle à prendre des mesures pour résoudre les difficultés réelles sur lesquelles jouent les initiateurs et avec lesquelles ils tentent de tromper la population quant aux effets du texte proposé.

Rechsteiner Paul (S, SG): Lassen Sie mich den Argumenten meiner Vorrredner noch einige Argumente anfügen.

Die Initiative schlägt einen Wechsel vom gegenwärtigen System der EU-Personenfreizügigkeit, verbunden mit Lohnschutz, zurück zu einem fremdenpolizeilich gesteuerten System mit Kontingenzen vor. Die Initiative «gegen Masseneinwanderung» unterstellt, dass die Einwanderung im System der fremdenpolizeilichen Steuerung mittels Kontingenzen tiefer war und tiefer sei als im gegenwärtigen System. Das ist historisch gesehen einfach falsch. Wenn Sie die Zahlen anschauen, dann sehen Sie: In der Boomphase der Schweiz Mitte der Fünfziger- bis Ende der Sechzigerjahre war die Immigration in die Schweiz, gemessen an der Zahl der Wohnbevölkerung, weit höher als heute. Auch Ende der Achtziger-, Anfang der Neunzigerjahre – vor der tiefgreifenden Krise der Neunzigerjahre – war die Immigration, immer gemessen an der Zahl der Wohnbevölkerung, etwa gleich hoch wie heute. Es ist eine Legende, dass die Zahl der Migrantinnen und Migranten mit dem alten System einer fremdenpolizeilichen Steuerung des Arbeitsmarkts tiefer wäre. So viel zur Frage der Zahlen.

Zur Frage der ökonomischen Auswirkungen: Was hat das alte System gebracht? Halten Sie sich noch einmal vor Augen, wie es war und wozu die fremdenpolizeiliche Steuerung mit Kontingenzen geführt hat. Es war im Ergebnis eine systematische politische Förderung von strukturschwachen Branchen mit tiefen Löhnen. Dazu gehören Branchen, die hier in Bundesbern über eine entsprechende politische Macht verfügen; die Landwirtschaft, die Hotellerie, das Gastgewerbe gehörten dazu, auch die Bauwirtschaft mit dem unruhlichen, menschenrechtswidrigen Saisonierstatut. Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer mit wenigen Rechten – das war das Ergebnis. Es war eine Förderung strukturschwacher Branchen, mit einer Tieflohnpolitik, mit einer staatlich geförderten Unterschichtung. Es war ein System, das für die Schweiz ökonomische Nachteile hatte; es hatte mit dieser künstlich hervorgerufenen Spaltung Nachteile für die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, und zwar für die einheimischen wie auch für die einwandernden.

Es ist so, dass wir mit einem bewussten Entscheid, von Volksabstimmungen mehrfach gestützt, zum System der Personenfreizügigkeit gewechselt haben, aber eben nicht bedingungslos, sondern verbunden mit einem Schutz der Löhne. Das ist die Bedingung, die dafür gesorgt hat, dass die Steuerung insgesamt intelligenter erfolgt als im vorherigen System. Der Schutz der Löhne bedeutet – und das ist entscheidend –, dass in der Schweiz Schweizer Löhne bezahlt werden müssen. Dieser Grundsatz bedeutet einerseits, dass die Schweizer Arbeitnehmer davor geschützt werden, dass billigere Leute aus dem Ausland angestellt werden. Und andererseits bedeutet er, dass die wirtschaftlichen Ergebnisse letztlich auch den Leuten, via anständige Löhne, zugutekommen müssen. Personenfreizügigkeit für sich allein genügt also nicht. Es braucht eine überzeugende Antwort durch den Schutz der Löhne, der damit verbunden ist. Es würde in die Irre führen und wäre auch im Abstimmungskampf ein falsches Rezept – ob das nun mit Äpfelverteilen gemacht wird oder sonst wie –, zu sagen, wir hätten keine Probleme. Es gibt namentlich im Bereich des Lohnschutzes deutliche Probleme beim Vollzug der flankierenden Massnahmen, aber auch in bestimmten Branchen. Es sind typischerweise Branchen, die nicht durch allgemeinverbindlich erklärte Gesamtarbeitsverträge geschützt sind. Hier haben wir ein massives Problem. Wenn Sie die Verstossquote, die in den Seco-Berichten ausgewiesen wird, in Branchen wie dem Detailhandel anschauen oder in anderen Teilen der Industrie, dem Gartenbau etwa usw. usf., dann sehen Sie, dass es massive Probleme gibt. Aber man muss diese Probleme angehen, man soll sie angehen.

Wir werden jetzt sehen, was passieren wird, was die von den zuständigen Departementsvorstehern eingesetzte Arbeitsgruppe macht. Zuständig sind der Departementsvorsteher des WBF und die hier anwesende Vorsteherin des EJPD. Sie haben eine Arbeitsgruppe der Sozialpartner und der Kantone eingesetzt, die die flankierenden Massnahmen auf ihre Wirkung überprüfen und zuhanden des Parlaments Vorschläge machen muss, spätestens im Hinblick auf die Abstimmung zu Kroatien, die uns bevorsteht. Das ist die Antwort, die gegeben werden muss. Man muss die Probleme, die bestehen, angehen. Eine intelligente Antwort wäre natürlich die Zustimmung zur Mindestlohn-Initiative, möchte ich anfügen. Das ist aber etwas, was wir nächsten Dienstag diskutieren können. Im Minimum bedeutet das Angehen der Probleme aber eine Überprüfung der flankierenden Massnahmen bezüglich des Vollzugs und des Lohnschutzes, wie er versprochen worden ist.

Insgesamt gilt bei diesen Fragen, dass man die Probleme nicht einfach politisch bewirtschaften soll – diese Initiative bewirtschaftet die Probleme, indem die Migrantinnen, Migranten an den Problemen der Schweiz schuld sein sollen –, sondern lösen muss. Man muss sie offensiv angehen; das ist das bewährte Rezept, und das war auch in der Vergangenheit das bewährte Rezept.

Vielleicht noch eine letzte, eher generelle Bemerkung: Die Initiative unterstellt implizit, dass es der Schweiz ohne Einwanderung letztlich bessergehen würde; das ist sozusagen der Subtext dieser Initiative. Dazu müssen Sie sich die Geschichte der Schweiz vor Augen halten: Die Schweiz war einst ein Auswanderungsland, sie war im 19. Jahrhundert ein armes Land. Teile der Bevölkerung wurden dazu aufgefordert, nach Übersee zu emigrieren. Gemeinden förderten ihre Armen in der Gemeinde finanziell, damit sie die Gemeinden verliessen. Auch die Schweiz hat einmal das Problem der Auswanderung gekannt. Wenn Sie das Problem weltweit und in Europa betrachten, dann sehen Sie, dass Länder und Regionen, aus denen Leute auswandern, ökonomische Probleme haben. Die Einwanderung ist das Problem derjenigen Länder, die ökonomisch prosperieren. Es ist klar, dass beide Konstellationen, die Konstellation der Einwanderung und diejenige der Auswanderung, ihre Probleme haben, die man angehen muss.

Wenn Sie sich aber entscheiden müssten, mit welchen Problemen die Schweiz konfrontiert sein soll, wenn Sie zwischen den Problemen der Auswanderung und den Proble-

men der Einwanderung wählen könnten, dann muss man Folgendes sagen: Mit den Problemen der Einwanderung kann man umgehen. Man kann intelligent damit umgehen. Man muss die vorhandenen Probleme bekämpfen, es gibt die Mittel dazu. Der Lohnschutz ist ein sehr wichtiges solches Mittel.

Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Bischof Pirmin (CE, SO): Die Argumente sind ja ausgetauscht. Es ist einfach komisch, wenn man die Diskussion mitverfolgt: Die Schweiz ist ausgesprochen attraktiv, und wir beklagen uns darüber, dass sie attraktiv ist, dass Menschen aus den EU-Ländern zu uns kommen wollen, um zu arbeiten. Wir reden ja nur über diesen Bereich, denn die Masseneinwanderungs-Initiative hätte in Bezug auf den ganzen Raum ausserhalb der EU gar keine Auswirkungen. Wir sind ein attraktives Land mitten in Europa, und die Masseneinwanderungs-Initiative möchte uns jetzt aus dieser Situation herausnehmen und auf die gleiche Stufe stellen wie etwa Serbien oder Mazedonien. Dann hätten wir wieder einen Zugang von ganz aussen zur Europäischen Union, zum grössten Markt, aus dem wir importieren, in den wir exportieren, wo wir jeden zweiten Franken unseres Landes verdienen.

Wir würden uns freiwillig von diesem Erfolgsmodell verabschieden, und das ist schon schwer verständlich. Wir sind offensichtlich ein glückliches Land, das sich die Probleme eigentlich selber erarbeitet. Wir müssen die Initiative zur Ablehnung empfehlen. Es hat keinen Sinn, das Erfolgsmodell Schweiz auf diese Weise zu torpedieren. Es hat auch keinen Sinn, das Erfolgsmodell Schweiz dann von der anderen Seite, etwa nächste Woche mit der Mindestlohn-Initiative, zu torpedieren. Seien wir doch stolz darauf, dass wir im Gegensatz zu anderen Ländern diese freiheitlichen Modelle haben, die derart gut funktionieren. Geben wir aber Sorge, dass wir sie beibehalten können. Dazu gehören halt auch harte flankierende Massnahmen, die dieses Land ja kennt. Die Gesetzgebung ist da erfolgreich tätig geworden. Was jetzt fehlt, ist der wirkliche Vollzug dieser flankierenden Massnahmen, damit die Bevölkerung auch merkt, dass wir bereit sind, für dieses Erfolgsmodell einzustehen und es durchzusetzen, auch dort, wo es dann halt Einschränkungen bringen kann. Wenn wir das nicht schaffen, dann riskieren wir, dass die Bevölkerung aufgrund der Wohnungs-, Bildungs- oder Verkehrsprobleme dieses Erfolgsmodell gefährdet. Das möchten wir nicht.

Ich schlage Ihnen vor, dass wir diese Initiative zur Ablehnung empfehlen.

Cramer Robert (G, GE), pour la commission: Il va de soi que je ne vais pas faire la synthèse de ce débat. Je vais insister sur deux points: premièrement, j'avais dit dans mon propos introductif – et cela a été assez longuement développé par Monsieur Levrat et Monsieur Rechsteiner – que cette initiative, contrairement à ce qu'annonce son titre, n'est pas une initiative contre l'immigration, ni de masse ni pas de masse. C'est une initiative qui vise à remplacer le système dual que nous avons actuellement par un système de contingents. Et l'histoire – je n'y reviendrai pas – a démontré que le système des contingents n'est pas un moyen de lutter contre l'immigration. Au contraire, la Suisse a connu, avec le système des contingents, une immigration importante. Et nous avons vu que le système dual permettait de beaucoup mieux réagir à la conjoncture.

Sur ce point, je vous recommande de consulter le message, notamment à la page 296 où vous prendrez connaissance de ce qui s'est passé durant l'année 2009. En 2009, nous avons connu en Suisse une petite récession. Immédiatement, avec le système dual, nous avons vu l'immigration étrangère diminuer et, ce qui est très significatif, le seul domaine où elle n'a pas diminué, est celui des étrangers qui ne sont pas au bénéfice de la libre circulation. Cela confirme que le système préconisé par l'initiative est beaucoup plus ri-

gide, moins sensible à la conjoncture et, donc, qu'il agit à contre-courant de la conjoncture.

Le deuxième élément sur lequel je souhaiterais revenir, c'est ce qui a été développé dans l'intervention de Monsieur Minder en ce qui concerne les effets sociaux du système dual que nous connaissons actuellement. D'abord, on doit relever que du fait que ce système dual est beaucoup plus conforme à l'économie de marché, il est globalement bon pour les travailleurs, parce que, dans une économie qui fonctionne, les fruits de cette économie peuvent être partagés; dans une économie qui ne fonctionne pas, le taux de chômage augmente.

Ensuite, on a beaucoup insisté dans le débat sur le fait que les travailleurs étrangers se trouvent plus souvent dans une situation de chômage que les travailleurs suisses. J'aimerais retourner l'argument pour vous dire la chose suivante. Grâce au système que nous connaissons actuellement, le taux de chômage des travailleurs suisses a diminué considérablement. Je ne sais pas qui dans cette salle souhaiterait voir le taux de chômage des travailleurs suisses augmenter à l'avenir grâce aux bienfaits que l'on prête à l'initiative!

En outre, toujours pour traiter de la question des assurances sociales, je souligne que l'immigration que nous avons connue ces dernières années a eu pour effet de ralentir le vieillissement de la population, ce qui a ainsi allégé les assurances sociales du premier pilier et, par ailleurs, toutes les craintes que l'on pouvait avoir quant à une explosion du nombre des demandes de rente AI ne se sont pas réalisées. Je vous renvoie ici à la page 297 du message.

Enfin, le dernier point – duquel, bizarrement, on n'a pas traité dans ce débat – concernant les assurances sociales que je voudrais aborder, c'est la question suivante: qu'en serait-il si cette initiative était acceptée et que, comme c'est prévisible, les accords des Bilatérales I étaient dénoncés? Cela signifierait très concrètement la fin de l'Accord de Dublin. Cela signifierait très concrètement que toutes les personnes qui n'auraient pas obtenu l'asile ailleurs en Europe arriveraient en Suisse à cause de la dénonciation de l'Accord de Dublin. Nous verrions exploser le nombre de demandes d'asile en Suisse et, bien sûr, les coûts qui y sont liés au titre de l'aide sociale et à celui du traitement de ces demandes d'asile. Ici, je vous renvoie à la page 310 du message où des évaluations extrêmement prudentes sont fournies.

Mais ce à quoi la Suisse s'expose véritablement en cas d'acceptation de cette initiative, c'est à la multiplication du nombre des demandeurs d'asile dans notre pays. Outre la multiplication du nombre de demandeurs d'asile, j'aimerais que vous vous posiez la question, là, je parle notamment des cantons frontaliers, tout particulièrement pour le canton de Genève, de la signification d'une acceptation de cette initiative, d'une acceptation de la dénonciation des accords qui nous lient à l'Union européenne en matière de sécurité. Ce serait très probablement la fin de la collaboration policière transfrontalière. Cela signifierait concrètement que la Suisse deviendrait le grand supermarché des voyous européens qui seraient priés de venir se servir chez nous, sans que nous puissions bénéficier de la collaboration policière qui s'est instaurée ces dernières années. Il y a là une considération à laquelle je demande sérieusement, à ceux qui soutiennent cette initiative, de réfléchir.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Ich möchte noch etwas präzisieren: Ich verlasse Sie um halb eins nicht einfach so, sondern ich bin im Nationalrat gebucht und muss Sie deshalb zu dieser Zeit verlassen.

Die Zuwanderung ist ein Thema, das uns alle umfassend beschäftigt, auch heute Morgen wieder; man hat es gemerkt. Es ist ein Thema, das niemanden kaltlässt. Das ist auch richtig so, wir sollen und wollen uns immer wieder damit auseinandersetzen, was die Zuwanderung für unser Land und unsere Bevölkerung bedeutet. Wir werden uns damit im Zusammenhang mit dieser Abstimmungsvorlage auseinandersetzen, aber selbstverständlich werden wir – wir haben es gehört – ausführlich Gelegenheit haben, im Zusam-

menhang mit der Ecopop-Initiative und der Vorlage zur Erweiterung der EU um Kroatien über dieses Thema zu diskutieren.

Für den Bundesrat ist es wichtig, dass wir die Zuwanderung in unser Land auch weiterhin ermöglichen. Die Zuwanderung ist für uns wichtig, und zwar aus wirtschaftlichen Gründen, aber nicht nur deshalb, sondern auch aus sozialen und kulturellen Gründen. Die Migration, die Zuwanderung trug immer auch ein Teil zur Vielfalt unseres Landes bei, und das wollen wir erhalten. Gleichzeitig will der Bundesrat aber auch, dass die Zuwanderung gesellschaftsverträglich gestaltet ist. Die Bevölkerung muss sie akzeptieren können, und deshalb müssen wir auch hinschauen, wenn es Probleme gibt.

Lassen Sie mich ganz kurz rekapitulieren und erklären, wie das heutige Zuwanderungssystem geregelt ist: Auf der einen Seite ist die Zuwanderung, was den europäischen Raum betrifft, über die Personenfreizügigkeit, verbunden mit dem Lohnschutz und den flankierenden Massnahmen, geregelt. Auf der anderen Seite kommt bei der Zuwanderung aus Drittstaaten heute ein Kontingentsystem zur Anwendung. Über die Personenfreizügigkeit hat unsere Bevölkerung schon viermal abgestimmt, jetzt wird sie ein fünftes Mal darüber abstimmen. Sie hat viermal Ja gesagt zu diesem liberalen System. Die Personenfreizügigkeit ist eine Steuerung über den Markt. Nicht die Behörden sagen, wer kommt, nicht die Behörden schreiben vor, wie viele Personen kommen, sondern die Wirtschaft sagt, wen sie braucht, und diese Menschen können zu uns kommen.

Die Befürworter der Masseneinwanderungs-Initiative haben in ihren Voten heute eigentlich ein erschütterndes Bild unserer Wirtschaft gezeichnet: Es war die Rede von Unternehmungen, die verantwortungslos einfach massenhaft Leute in unser Land holten, obwohl sie eigentlich Menschen zur Verfügung hätten, die bereits anwesend sind und auch arbeiten könnten. Es wurde gesagt, die Wirtschaft würde mit der Personenfreizügigkeit Arbeitskräfte holen und dann, wenn diese arbeitslos würden, kümmerte sich niemand mehr um sie. Zudem wurde der Wirtschaft sogar unterstellt, dass sie selbst in konjunkturell schwierigen Zeiten weiterhin einfach Arbeitskräfte holen würde.

Ich muss Ihnen sagen: Ich habe ein anderes Bild der Wirtschaft, ich habe nicht dieses Bild. Ich glaube, dass es nicht nur ein Eindruck, sondern eine Tatsache ist, dass unser Land und unsere Wirtschaft in diesen auch wirtschaftlich schwierigen Zeiten – schauen Sie das Umfeld an! – gut über die Runden gekommen sind. Die Schweiz ist das wettbewerbsfähigste Land der Welt. Und was unsere Arbeitslosenquote betrifft: Jedes andere europäische Land beneidet uns um diese. Unsere Wirtschaft ist, denke ich, mit diesem System immer auch verantwortungsvoll umgegangen. Wir sind aber auch in dieser Situation, weil wir die flankierenden Massnahmen beschlossen haben und weil wir immer wieder darauf geachtet haben – das wird auch weiterhin unsere Aufgabe sein –, dass dort, wo die Zuwanderung in den letzten Jahren stark gewesen ist und auch zur Belastung für die Gesellschaft zu werden drohte, zusätzliche Massnahmen beschlossen worden sind. Das haben wir immer wieder getan, und das werden wir weiterhin tun müssen.

Noch ein Bild, das sich heute präsentiert: Wir haben heute ganze Branchen, die ohne ausländische Arbeitskräfte gar nicht mehr auskämen. Jeder dritte Angestellte in der Landwirtschaft ist ein Ausländer. Das können Sie jetzt kritisieren, Sie können die Landwirtschaft kritisieren und fragen, ob das sein müsse. Hierzu kann ich nur sagen, dass es eine Tatsache ist. Auch jede dritte Person, die in einem Spital arbeitet, ist ein Ausländer oder eine Ausländerin – kritisieren Sie also die Spitäler! Auf dem Bau, wir haben es gehört, sind über zwei Drittel der Arbeitnehmenden ausländische Arbeitskräfte. Das ist einfach eine Tatsache. Auch von den Befürwortern der Initiative habe ich nicht gehört, man würde die Zuwanderung generell stoppen wollen; vielmehr wünscht man ein anderes System zur Steuerung der Zuwanderung. Ich sage es Ihnen noch einmal: Heute steuert die Wirtschaft. Aus Sicht der Initianten ist das offenbar schlecht, die Wirt-

schaft macht das offenbar nicht gut, weshalb man die Steuerung wieder den Behörden in die Hand geben will. Ich komme noch darauf zurück.

Ich möchte noch einen Vergleich vornehmen. Herr Ständerat Luginbühl hat erwähnt, in welchem Zusammenhang Zuwanderung und Wirtschaftskraft zueinander stünden. Die Schweiz hat nach Norwegen das höchste Bruttoinlandprodukt pro Kopf. Die Schweiz hat in Bezug auf die Arbeitslosigkeit hinter Norwegen die tiefste Quote in Europa. Und die Schweiz hat hinter Norwegen europaweit die höchste Zuwanderungsquote. Das sind nicht Zufälligkeiten, das hat eben System. Das hat nicht nur heute System, aber es hat auch heute System. Deshalb, glaube ich, ist es richtig und zulässig zu sagen, dass unsere Wirtschaft ihr Wachstumspotenzial gerade wegen der Zuwanderung, wegen der Fachkräfte aus dem Ausland nutzen konnte und nutzen kann.

Es ist aber eine Tatsache, dass die Zuwanderung auch Herausforderungen für die Gesellschaft und für unser Zusammenleben mit sich bringt. Vor allem wenn die Zuwanderung stark und schnell ist, wenn sie in relativ kurzer Zeit hoch ist, dann ist das auch eine Belastung. Hier gibt es einfach einen Zielkonflikt: Wir haben auf der einen Seite das Bedürfnis des Arbeitsmarktes nach Zugang zu Arbeitskräften, und natürlich möchte man da am liebsten «möglichst gut und möglichst günstig» – das ist marktwirtschaftliches Denken. Und wir haben auf der anderen Seite die Bedürfnisse der Gesellschaft, für die eine rasche Zuwanderung eben auch bedrohlich sein kann. Dieser Zielkonflikt ist aber nicht neu. Das ist nicht ein Zielkonflikt wegen der Personenfreizügigkeit – den gab es auch mit den Kontingenten –, sondern es ist ein Zielkonflikt, der schon immer bestanden hat. Deshalb ist für mich die Frage: Wie gehen wir mit diesem Zielkonflikt um? Das muss unsere Überlegung sein.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass die Initiative das falsche Instrument ist, um diesen Zielkonflikt zu entschärfen. Sie löst keine Probleme, sondern schafft im Gegenteil zusätzliche Probleme. Ich sage es noch einmal: Das Bevölkerungswachstum, das ja auch mit der Zuwanderung zusammenhängt, ist eine Herausforderung, die wir gemeinsam anpacken müssen. Herr Schwaller hat es gesagt: Wir müssen die Probleme dort lösen, wo sie sich stellen.

Der Bundesrat hat im Juli 2012 einen umfassenden Bericht zur Zuwanderung publiziert. Ich muss mich dagegen wehren, wenn heute wieder gesagt wird, der Bundesrat würde Schönwetterprognosen machen. Lesen Sie diesen Bericht! Er ist sehr kritisch, er benennt die Probleme. Herr Minder ist gerade daran, ihn zu lesen. Herr Minder, in diesem Bericht können Sie sehen, dass sich der Bundesrat sehr wohl auch mit der Frage der Zuwanderung und ihren Auswirkungen auf die Sozialversicherungen auseinandergesetzt hat – sehr wohl! Ich meine, wenn Sie Aussagen darüber machen wollen, wie die Sozialversicherungen in fünfzig Jahren aussehen werden, dann können Sie auch in eine Kristallkugel schauen. Der Bundesrat arbeitet aber mit verschiedenen Szenarien, gerade in Bezug auf die Altersvorsorge. Ich glaube, ein Teil davon ist Ihnen auch schon bekannt. Wir machen die Szenarien auch im Hinblick auf die möglichen Entwicklungen der Zuwanderung, und wir berechnen dann auch die Auswirkungen.

Wir sind auch nicht naiv, wenn wir heute sagen: Die Zuwanderer, die heute kommen, bezahlen mehr in die AHV ein, als sie beziehen. Wir wissen und sagen das auch, dass sich das in zwanzig, dreissig Jahren ändern kann; das ist klar. Wir schauen das an, und deshalb ist das ein Teil der Szenarien. Ich möchte auf die aktuellen, anstehenden Probleme wirklich eingehen, weil ich finde, dass wir sie ansprechen sollten. Ich erwähne zuerst den Arbeitsmarkt. Ja, es gibt Lohndruck im Arbeitsmarkt. Schauen Sie die Grenzregionen an, schauen Sie die 265 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger an, die jeden Tag in die Schweiz kommen: Da gibt es Lohndruck! Ich kenne die Situation, ich spreche mit den Leuten im Tessin und in den anderen Grenzregionen. Dieses Problem müssen wir anschauen und dürfen nicht die Augen davor verschliessen. Deshalb haben ja Herr Bundesrat Schnei-

der-Ammann bzw. das WBF und mein Departement diese Arbeitsgruppe unter der Leitung des Seco eingesetzt, in der auch die Sozialpartner und die Kantone vertreten sind. Wir haben ihr den Auftrag gegeben, zu analysieren, wie die Bilanz der heute bestehenden Massnahmen aussieht. Wenn es Handlungsbedarf gibt, dann sollen sie uns das sagen. Ich denke, gerade wenn die Sozialpartner sich an einen Tisch setzen, die Situation analysieren und gemeinsam Vorschläge machen, haben wir die Gewähr, dass wir auch weiterkommen. Sie wie auch der Bundesrat haben übrigens mit der beschlossenen Solidarhaftung und mit der Regelung betreffend Scheinselbstständigkeit auch schon gezeigt, dass wir anstehende Probleme anpacken müssen, um vorwärtszukommen. Das werden wir weiterhin so handhaben.

Vonseiten der Unterstützer der Initiative wurde gesagt, die Wirtschaft würde, wenn ich das so sagen darf, die Arbeitslosen der Zukunft produzieren, indem sie Arbeitskräfte aus dem Ausland hole und dann in die Arbeitslosigkeit schicke. Das will der Bundesrat auch nicht! Deshalb haben wir die Integrationsvorlage ausgearbeitet; sie ist jetzt in Ihrer Kommission. Dort gibt es einen Artikel, der besagt, dass auch die Wirtschaft ihren Teil der Verantwortung übernehmen muss, dass sie also nicht Arbeitskräfte holt und sie dann bei der ersten Konjunkturschwäche in die Arbeitslosenversicherung oder in die Sozialhilfe abschiebt. Das wollen auch wir nicht. Unterstützen Sie den Bundesrat bei diesen Integrationsvorhaben!

Ich komme zum Wohnungsmarkt. Ja, es stimmt, es gibt Probleme. Nicht überall, aber in gewissen städtischen Regionen und Agglomerationen haben wir zwar nicht gerade eine Wohnungsnot, aber für die Familien ist es schwierig, die Wohnungen überhaupt noch bezahlen zu können. Diesem Problem sind wir aber nicht einfach ausgeliefert. Die Städte haben zum Teil ganz wichtige Projekte, um in diesem Bereich voranzukommen. Das WBF ist auch hier in einem Wohnungspolitischen Dialog mit den Kantonen und den Städten. Wir schauen das gemeinsam an. Ich sage es noch einmal: Wir lösen die Probleme dort, wo sie bestehen.

Die Zersiedelung ist ein Riesenproblem, und die Bevölkerung hat auch reagiert: Sie hat uns mit der Zweitwohnungsinitiative einen Denkzettel verpasst. Die Annahme des revidierten Raumplanungsgesetzes im letzten Frühling, denke ich, war auch ganz wichtig. Jetzt müssen wir das umsetzen. Da dürfen wir nicht bereits bei der ersten Schwierigkeit wieder Schlupflöcher suchen, sondern wir müssen das jetzt zusammen mit den Kantonen umsetzen.

Ich sage noch etwas zur Infrastruktur und zur Mobilität. Ja, es ist eng geworden auf den Strassen und in den Zügen. Aber ich sage Ihnen nur eine Zahl: Schweizerinnen und Schweizer haben seit 1995 bis heute ihr Pendelverhalten verändert, indem sie nämlich die Pendeldistanz, die sie täglich zurücklegen, um 43 Prozent erhöht haben. Das ist eine Tatsache. Das sind die Leute, die auf den Strassen und in den Zügen sind. Deshalb haben wir alles Interesse daran, dass wir Wohnen und Arbeiten wenn möglich verstärkt zusammenbringen. Mit dem Fabi-Kredit, über den das Volk ja abstimmen wird, zeigen wir auch, dass wir in die Infrastruktur investieren und diese ausbauen wollen.

Ich habe jetzt verschiedene Problembereiche – die wichtigsten – erwähnt. Auf alle diese Probleme gibt die Initiative keine Antwort, keine Lösung, nichts. Das Einzige, was die Initiative anbietet, ist zu sagen: Wir führen wieder eine generelle Kontingentierung ein, wie wir sie hatten, und zwar eine, die für alle Einwanderer aus allen Ländern der Welt gilt. Diese Kontingentierung wurde verschiedentlich erwähnt, ich gehe nicht länger darauf ein. Dazu will die Initiative einen gesetzlich vorgeschriebenen Inländervorrang. Das will die Initiative, das ist ihre einzige Antwort auf diese Reihe von Problemen, die ich erwähnt habe. Sie merken, dass wir hier in einem engen Bereich und natürlich weit weg von der Problemlösung sind.

Die Initiative will zurückgreifen auf früher. Es wurde bereits gesagt: Zu meinen, wir hätten damals mit dem Kontingentsystem eine tiefere Zuwanderung gehabt, ist einfach falsch. Kontingente heißt nicht automatisch tiefere Zuwanderung,

sondern Kontingente heisst eines: viel, sehr viel Bürokratie. Das ist das Kontingentsystem. Deshalb ist es, wie bereits erwähnt wurde, auch so, dass die Wirtschaftsverbände – Bauernverband, Gewerbeverband, Economiesuisse, Arbeitgeberverband, Gewerkschaften – geschlossen gegen die Initiative sind, und zwar wegen der Bürokratie, die sie verursachen würde.

Die Initiative ist nicht eine Feinjustierung des heutigen Systems im Sinne von «Ein bisschen mit der EU verhandeln, und dann haben wir das zurechtgebogen». Diese Initiative verlangt einen Systemwechsel. Sie will zurück zum Kontingentsystem. Es ist kein leichtes Schrauben am heutigen System, sondern es ist das Ende der Personenfreizügigkeit und die Rückkehr zum Kontingentsystem.

Ich habe es Ihnen, glaube ich, jetzt aufgezeigt: Der Bundesrat will das nicht. Er ist bereit, die Probleme dort anzupacken, wo sie sich wirklich zeigen, gemeinsam mit der Wirtschaft, mit den Sozialpartnern, mit den Städten, mit den Kantonen, gemeinsam auch mit Ihnen. Aber wir wollen nicht zurück zu diesem bürokratischen Monster, zum Kontingentsystem.

Ich möchte noch etwas zur Frage der Gültigkeit sagen: Wir haben intensiv geprüft, ob diese Initiative überhaupt für gültig erklärt werden kann, weil sie bezüglich der Zuwanderung ja nicht nur die Arbeitskräfte einbezieht, sondern auch das Asylsystem. Wir sind zum Schluss gekommen, dass selbst bei einer Annahme dieser Initiative das Non-Refoulement-Prinzip eingehalten werden könnte. Wenn also die Kontingente ausgeschöpft wären und Asylbewerber kämen, die wir aufgrund des Non-Refoulement-Prinzips, das ja zwingendes Völkerrecht ist, nicht zurückschicken könnten, dann müsste man die Kontingente entweder einfach überschreiten, oder man müsste im Laufe des Jahres halt einfach die Höchstzahlen anpassen – das könnte man auch. Der Bundesrat ist aber der Meinung, dass die Initiative auch deshalb eine schlechte Antwort ist, weil sie die Interessen der Wirtschaft gegen die humanitäre Tradition unseres Landes ausspielt, und das wollen wir nicht.

Sie wissen es, der Nationalrat hat die Initiative mit 128 zu 49 Stimmen zur Ablehnung empfohlen. Ich bitte Sie, dasselbe zu tun und der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen. Auch ich meine, wie es gesagt wurde: Es genügt nicht, diese Initiative abzulehnen, sondern sie muss mit kräftigen Argumenten bekämpft werden. Sie ist schädlich für unser Land, sie ist schädlich für unsere Wirtschaft, sie bekämpft die Zuwanderung von Arbeitskräften, sie verhindert, dass wir gemeinsam die Probleme lösen können.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und dem Bundesrat zu folgen.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung»

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «contre l'immigration de masse»

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit
(Minder, Föhn)
... die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité
(Minder, Föhn)
... d'accepter l'initiative.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 34 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 6 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Secondo l'articolo 74 capoverso 4 della legge sul Parlamento non vi è votazione sul complesso.

12.066

Schutz von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexuellem Missbrauch. Lanzarote-Konvention. Genehmigung und Umsetzung

Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Convention de Lanzarote. Approbation et mise en oeuvre

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 04.07.12 (BBI 2012 7571)

Message du Conseil fédéral 04.07.12 (FF 2012 7051)

Ständerat/Conseil des Etats 11.12.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 10.09.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.13 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 27.09.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2013 7395)

Texte de l'acte législatif (FF 2013 6621)

Bundesbeschluss über die Genehmigung des Übereinkommens des Europarates zum Schutz von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexuellem Missbrauch (Lanzarote-Konvention) sowie über seine Umsetzung (Änderung des Strafgesetzbuchs)

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote) et sa mise en oeuvre (modification du Code pénal)

Art. 2 Ziff. 1 Art. 97 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 2 ch. 1 art. 97 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: La dernière divergence avec le Conseil national est d'ordre purement rédactionnel. D'une part, l'article 188 du Code pénal ne concerne que les mineurs âgés de plus de 16 ans. Il est donc inutile de préciser qu'il s'agit de mineurs dépendants.